

**RETURN BIDS TO:**  
**RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**  
Réception des soumissions - TPSGC / Bid  
Receiving - PWGSC  
1550, Avenue d'Estimauville  
1550, D'Estimauville Avenue  
Québec  
Québec  
G1J 0C7

**REQUEST FOR PROPOSAL  
DEMANDE DE PROPOSITION**

**Proposal To: Public Works and Government  
Services Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

**Proposition aux: Travaux Publics et Services  
Gouvernementaux Canada**

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

**Comments - Commentaires**

<b>Title - Sujet</b> Armour Materials - Personal protect		
<b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b> W7701-155980/A	<b>Date</b> 2015-06-04	
<b>Client Reference No. - N° de référence du client</b> W7701-155980		
<b>GETS Reference No. - N° de référence de SEAG</b> PW-\$QCL-018-16449		
<b>File No. - N° de dossier</b> QCL-4-37341 (018)	<b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>	
<b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin</b> <b>at - à 02:00 PM</b> <b>on - le 2015-07-06</b>		<b>Time Zone</b> <b>Fuseau horaire</b> Heure Avancée de l'Est HAE
<b>F.O.B. - F.A.B.</b> <b>Plant-Usine:</b> <input type="checkbox"/> <b>Destination:</b> <input checked="" type="checkbox"/> <b>Other-Autre:</b> <input type="checkbox"/>		
<b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b> Piras, Gabriel		<b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b> qcl018
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> (418) 649-2870 ( )		<b>FAX No. - N° de FAX</b> (418) 648-2209
<b>Destination - of Goods, Services, and Construction:</b> <b>Destination - des biens, services et construction:</b> DEFENCE R & D CANADA - VALCARTIER VALCARTIER RESEARCH CENTER 2459 ROUTE DE LA BRAVOURE QUÉBEC (QUÉBEC) G3J 1X5 Canada		

**Instructions: See Herein**

**Instructions: Voir aux présentes**

**Vendor/Firm Name and Address**  
**Raison sociale et adresse du**  
**fournisseur/de l'entrepreneur**

<b>Delivery Required - Livraison exigée</b> See Herein	<b>Delivery Offered - Livraison proposée</b>
<b>Vendor/Firm Name and Address</b> <b>Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur</b>	
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> <b>Facsimile No. - N° de télécopieur</b>	
<b>Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm</b> <b>(type or print)</b> <b>Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/</b> <b>de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)</b>	
<b>Signature</b>	<b>Date</b>

**Issuing Office - Bureau de distribution**  
TPSGC/PWGSC  
601-1550, Avenue d'Estimauville  
Québec  
Québec  
G1J 0C7

Solicitation No. - N° de l'invitation

W7701-155980/A

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

QCL4-37341

Buyer ID - Id de l'acheteur

qcl018

Client Ref. No. - N° de réf. du client

W7701-155980

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

---

Cette page est intentionnellement laissée blanche.

---

## TABLE DES MATIÈRES

### TITRE : SERVICES DE CONCEPTION, INTÉGRATION, ET PROTOTYPAGE POUR LES MATÉRIAUX DE BLINDAGE ET LES ÉQUIPEMENTS DE PROTECTION PERSONNELLE

#### PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Introduction
2. Sommaire
3. Compte rendu

#### PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées
2. Présentation des soumissions
3. Ancien fonctionnaire
4. Communications en période de soumission
5. Lois applicables
6. Améliorations apportées aux besoins pendant la demande de soumissions
7. Fondement du titre du Canada sur les droits de propriété intellectuelle
8. Financement maximal

#### PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

1. Instructions pour la préparation des soumissions  
Section I : Soumission technique  
Section II : Soumission financière  
Section III : Attestations  
Section IV : Renseignements supplémentaires

#### PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation
2. Méthode de sélection

#### PARTIE 5 - ATTESTATIONS

1. Attestations préalables à l'attribution du contrat
2. Attestations additionnelles préalables à l'attribution du contrat

#### PARTIE 6 - EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET AUTRES EXIGENCES

1. Exigences relatives à la sécurité
2. Capacité financière
3. Exigences relatives aux marchandises contrôlées

#### PARTIE 7 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

1. Énoncé des travaux

- 
2. Clauses et conditions uniformisées
  3. Exigences relatives à la sécurité
  4. Durée du contrat
  5. Responsables
  6. Divulgence proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires
  7. Paiement
  8. Instructions relatives à la facturation
  9. Attestations
  10. Lois applicables
  11. Ordre de priorité des documents
  12. Contrat de défense
  13. Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien)
  14. Assurances
  15. Programme des marchandises contrôlées
  16. Rapports périodiques

#### Liste des annexes

- |          |   |
|----------|---|
| Annexe A | Énoncé des travaux  |
| Annexe B | Base de paiement  |
| Annexe C | Divulgence par l'entrepreneur de la propriété intellectuelle sur les renseignements originaux |
| Annexe D | Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité                                   |
| Annexe E | Formulaire MDN 626, Autorisation de tâches  |

#### Liste des pièces jointes

- |                |  |
|----------------|--|
| Pièce jointe 1 | Évaluation du prix   |
| Pièce jointe 2 | Critères techniques obligatoires et cotés                                      |
| Pièce jointe 3 | Fiche de présentation de la soumission financière                              |
| Pièce jointe 4 | Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation |

---

**TITRE : SERVICES DE CONCEPTION, INTÉGRATION, ET PROTOTYPAGE POUR LES MATÉRIAUX DE BLINDAGE ET LES ÉQUIPEMENTS DE PROTECTION PERSONNELLE**

**PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

**1. Introduction**

La demande de soumissions compte sept parties ainsi que des pièces jointes et des annexes, elle est divisée comme suit :

- |          |   |
|----------|---|
| Partie 1 | Renseignements généraux : renferme une description générale du besoin;  |
| Partie 2 | Instructions à l'intention des soumissionnaires : renferme les instructions, clauses et conditions relatives à la demande de soumissions;   |
| Partie 3 | Instructions pour la préparation des soumissions : donne aux soumissionnaires les instructions pour préparer leur soumission;   |
| Partie 4 | Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation et présente les critères d'évaluation auxquels on doit répondre dans la soumission, ainsi que la méthode de sélection; |
| Partie 5 | Attestations : comprend les attestations à fournir;   |
| Partie 6 | Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et autres exigences : comprend des exigences particulières auxquelles les soumissionnaires doivent répondre; et  |
| Partie 7 | Clauses du contrat subséquent : contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat subséquent.  |

Les annexes comprennent :

- |          |   |
|----------|---|
| Annexe A | Énoncé des travaux  |
| Annexe B | Base de paiement  |
| Annexe C | Divulgence par l'entrepreneur de la propriété intellectuelle sur les renseignements originaux |
| Annexe D | Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité                                   |
| Annexe E | Formulaire MDN 626, Autorisation de tâches  |

**2. Sommaire**

**2.1 Objectif**

L'objectif du contrat est de fournir à Recherche et Développement pour la Défense Canada (RDDC) des services techniques spécialisés, au fur et à mesure des besoins, pour la sélection et l'intégration de matériaux de blindage, la fabrication d'échantillons de test, ainsi que le prototypage et la fabrication d'équipements de protection personnelle en soutien aux programmes de recherche et développement de RDDC. Les travaux incluent une portion ferme et une portion à être réalisée sur demande, au moyen d'une autorisation de tâches.

Portion ferme des travaux – Sélection de matériaux de protection à mailles pour les intégrer aux systèmes de protection contre les fragments légers et fabrication d'échantillons d'essai

Portion des travaux à réaliser sur demande, au moyen d'une autorisation des tâches (AT)

Tâche no 1 : Détermination, sélection et acquisition des matériaux de protection

Tâche no 2 : Intégration des matériaux de protection

Tâche no 3 : Conception des systèmes de protection individuelle et des composants des systèmes

Tâche no 4 : Fabrication et assemblage d'échantillons d'essai et de prototypes

## **2.2 Informations additionnelles :**

L'organisation pour laquelle ces services sont rendus est Recherche et Développement pour la Défense Canada – Valcartier (RDDC – Valcartier).

La période du contrat est de la date du contrat jusqu'au 31 mars 2019, inclusivement.

Le contrat inclut l'option irrévocable de prolonger la durée pour une période supplémentaire d'une année, soit du 1<sup>er</sup> avril 2019 au 31 mars 2020.

Pour la portion ferme des travaux: Tous les biens livrables doivent être reçus au plus tard le 31 mars 2016.

Montant estimatif de financement disponible pour ce contrat : \$2,500,000.00, taxes applicables en sus, incluant :

\$60,000.00, taxes applicables en sus, pour la portion ferme des travaux;

\$500,000.00, taxes applicables en sus, pour l'année d'option.

Le Canada a déterminé que tout droit de propriété intellectuelle découlant de l'exécution des travaux prévus par le contrat subséquent appartiendra au Canada.

Ce besoin comporte des exigences relatives à la sécurité. Pour de plus amples renseignements, consulter la Partie 6, Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et autres exigences, et la Partie 7, Clauses du contrat subséquent. Les soumissionnaires devraient consulter le document « Exigences de sécurité dans les demandes de soumissions de TPSGC - Instructions pour les soumissionnaires » (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/lc-pl/lc-pl-fra.html#a31>) sur le site Web Documents uniformisés d'approvisionnement ministériels.

Les soumissionnaires doivent fournir une liste de noms ou tout autre documentation connexe, selon les besoins, conformément à l'article 01 des instructions uniformisées 2003.

Pour les besoins de services, les soumissionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire, doivent fournir les renseignements demandés, tel que décrit à l'article 3 de la Partie 2 de la demande de soumissions.

Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI).

Ce besoin est limité aux produits et(ou) services canadiens.

Ce besoin est assujéti au Programme des marchandises contrôlées.

Une exigence du Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi est associée au présent besoin; veuillez vous référer à la Partie 5 - Attestations, la Partie 7 - Clauses du contrat subséquent et la pièce jointe intitulée Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation.

Solicitation No – N° de l'invitation  
W7701-155980/A  
Client Ref No. – N° de réf. du client  
W7701-15-5980

Amd. No. – N° de la modif.  
File No. – N° du dossier  
QCL-4-37341

Buyer ID – id de l'acheteur  
qcl 018

---

## **2. Compte rendu**

Après l'attribution du contrat, les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

---

## **PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES**

### **1. Instructions, clauses et conditions uniformisées**

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document 2003 (2014-09-25), Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

Le paragraphe 5.4 du document , Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est modifié comme suit :

Supprimer : soixante (60) jours

Insérer : cent-vingt (120) jours

#### **1.1 Clauses du guide des CCUA**

A7035T(2007-05-25), Liste des sous-traitants proposés

### **2. Présentation des soumissions**

Les soumissions doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC), à l'adresse ci-dessous, au plus tard à la date et à indiqués à la page 1 de la demande de soumissions.

**Réception des soumissions - TPSGC**  
**1550, Avenue d'Estimauville**  
**Québec, Québec**  
**G1J 0C7**

En raison du caractère de la demande de soumissions, les soumissions transmises par télécopieur ou par courriel à l'intention de TPSGC ne seront pas acceptées.

### **3. Ancien fonctionnaire**

Les contrats attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats attribués à des anciens fonctionnaires, les soumissionnaires doivent fournir l'information exigée ci-dessous avant l'attribution du contrat. Si la réponse aux questions et, s'il y a lieu les renseignements requis, n'ont pas été fournis par le temps où l'évaluation des soumissions est complétée, le Canada informera le



soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. Le défaut de se conformer à la demande du Canada et satisfaire à l'exigence dans le délai prescrit rendra la soumission non recevable.

### Définition

Aux fins de cette clause,

« ancien fonctionnaire » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la [Loi sur la gestion des finances publiques](#), L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

- (i) un individu;
- (ii) un individu qui s'est incorporé;
- (iii) une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires; ou
- (iv) une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

« période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.

« pension » signifie une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la [Loi sur les prestations de retraite supplémentaires](#), L.R., 1985, ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la [Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes](#), L.R., 1985, ch. C-17, à la [Loi sur la continuation de la pension des services de défense](#), 1970, ch. D-3, à la [Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada](#), 1970, ch. R-10, et à la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, L.R., 1985, ch. R-11, à la [Loi sur les allocations de retraite des parlementaires](#), L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à la [Loi sur le Régime de pensions du Canada](#), L.R., 1985, ch. C-8.

### Ancien fonctionnaire touchant une pension

Selon les définitions ci-dessus, est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire touchant une pension?

Oui ( )

Non ( )

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante pour tous les anciens fonctionnaires touchant une pension, le cas échéant :

- (i) le nom de l'ancien fonctionnaire;
- (ii) la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

En fournissant cette information, les soumissionnaires acceptent que le statut du soumissionnaire retenu, en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la **OLPFP**, soit publié dans les rapports de divulgation proactive des marchés, sur les sites Web des ministères, et ce conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) et les [Lignes directrices sur la divulgation des marchés](#).

### Directive sur le réaménagement des effectifs

Est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu de la Directive sur le réaménagement des effectifs?

Oui ( )  
Non ( )

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante :

- (i) le nom de l'ancien fonctionnaire;
- (ii) les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
- (iii) la date de la cessation d'emploi;
- (iv) le montant du paiement forfaitaire;
- (v) le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
- (vi) la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date du début, d'achèvement et le nombre de semaines;
- (vii) nombre et montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réaménagement des effectifs.

Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peut être payé à un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire est limité à 5,000 \$, incluant les taxes applicables.

#### **4. Communications en période de soumission**

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante, de préférence par courriel à l'adresse [Gabriel.Piras@tpsgc-pwgsc.gc.ca](mailto:Gabriel.Piras@tpsgc-pwgsc.gc.ca), au moins five (5) jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

#### **5. Lois applicables**

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur au Québec, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

#### **6. Améliorations apportées au besoin pendant la demande de soumissions**

Les soumissionnaires qui estiment qu'ils peuvent améliorer, techniquement ou technologiquement, le devis descriptif ou l'énoncé des travaux contenus dans la demande de soumissions, sont invités à fournir des suggestions par écrit à l'autorité contractante identifiée dans la demande de soumissions. Les soumissionnaires doivent indiquer clairement les améliorations suggérées et les motifs qui les justifient. Les suggestions, qui ne restreignent pas la concurrence ou qui ne favorisent pas un soumissionnaire en particulier, seront examinées à la condition qu'elles parviennent à l'autorité contractante au plus tard sept (7) jours civils avant la date de clôture de la demande de soumissions. Le Canada aura le droit d'accepter ou de rejeter n'importe quelle ou la totalité des suggestions proposées.

## **7. Fondement du titre du Canada sur les droits de propriété intellectuelle**

Recherche et développement pour la défense Canada - Valcartier a déterminé que tout droit de propriété intellectuelle découlant de l'exécution des travaux prévus par le contrat subséquent appartiendra au Canada.

Le Conseil du Trésor a accordé à Recherche et développement pour la défense Canada une exemption de la politique du Conseil du Trésor sur le "*Titre de propriété intellectuelle découlant des marchés d'acquisition de l'État*".

## **8. Financement maximal**

Le financement maximal disponible pour le contrat qui découlera de la demande de soumissions est de 60,000.00\$ CAN pour la portion ferme des travaux (Section 3.1 de l'Énoncé des travaux à l'Annexe A) (taxe applicables en sus). Toute soumission dont la valeur des travaux de la portion ferme du contrat est supérieure à cette somme sera jugée non recevable. Le fait de divulguer le financement maximal disponible n'engage aucunement le Canada à payer cette somme.

---

## **PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS**

### **1. Instructions pour la préparation des soumissions**

Le Canada demande que les soumissionnaires fournissent leur soumission en sections distinctes (reliées séparément), comme suit :

- |               |   |
|---------------|---|
| Section I :   | Soumission technique (5 copies papier)          |
| Section II :  | Soumission financière (2 copies papier)         |
| Section III : | Attestations (1 copie papier)                   |
| Section IV :  | Renseignements supplémentaires (1 copie papier) |

Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.

Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur soumission :

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm); et
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions:

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les agences et ministères fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement Politique d'achats écologiques (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les soumissionnaires devraient :

- 1) utiliser du papier contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

#### **1.1 Section I : Soumission technique**

- (a) Dans leur soumission technique, les soumissionnaires devraient démontrer leur compréhension des exigences contenues dans la demande de soumissions et expliquer comment ils répondront à ces exigences. Les soumissionnaires devraient démontrer leur capacité et décrire l'approche qu'ils prendront de façon complète, concise et claire pour effectuer les travaux. La soumission technique devrait traiter clairement et de manière suffisamment approfondie des points faisant l'objet des critères d'évaluation en fonction desquels la soumission sera évaluée.

Il ne suffit pas de reprendre simplement les énoncés contenus dans la demande de soumissions. Afin de faciliter l'évaluation de la soumission, le Canada demande que les soumissionnaires reprennent les sujets dans l'ordre des critères d'évaluation, sous les mêmes rubriques. Pour éviter les recoupements, les soumissionnaires peuvent faire référence à différentes sections de leur soumission en indiquant le numéro de l'alinéa et de la page où le sujet visé est déjà traité.

- (b) La soumission technique comprend ce qui suit :

- (i) **Toute l'information requise pour démontrer la conformité aux Critères techniques obligatoires et cotés** décrits aux Sections 1.1.2 et 1.1.3, Partie 4, du présent document

## 1.2 Section II (ou III) : Soumission financière

Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière comme suit :

- (a) Pour la portion ferme des travaux (Section 3.1 de l'Énoncé des travaux à l'Annexe A) :

Un coût total assujéti à une limitation des dépenses, qui ne doit pas dépasser le montant maximal de financement précisé à la Partie 2. Le montant total de taxe applicable doit être indiqué séparément, s'il y a lieu. Les renseignements doivent être fournis conformément à la **fiche de présentation de la soumission financière dans la pièce jointe 3**.

- (b) Pour la portion des travaux réalisés sur demande au moyen d'une Autorisation de tâches (Section 3.2 de l'Énoncé des travaux à l'Annexe A) :

Un tarif horaire ferme tout compris pour chaque ressource proposée, pour chaque année de la période du contrat.

Un taux de majoration applicable aux achats de « matériaux et fournitures ».

Les renseignements doivent être fournis conformément à la **fiche de présentation de la soumission financière dans la pièce jointe 3**.

- (c) Les prix doivent être en dollars canadiens, excluant les taxes applicables, FAB destination, incluant les droits de douane et les taxes d'accise canadiens.

### 1.2.2 Fluctuation du taux de change

C3011T (2013-11-06) Fluctuation du taux de change

## 1.3 Section III : Attestations

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations exigées à la Partie 5.

## 1.4 Section IV : Renseignements supplémentaires

### 1.4.1 Installations proposées par le soumissionnaire nécessitant des mesures de protection

Tel qu'indiqué à la Partie 6 sous Exigences relatives à la sécurité, le soumissionnaire doit fournir les renseignements demandés ci-dessous, sur les installations proposées pour lesquelles des mesures de protection sont nécessaires à la réalisation des travaux :

Adresse :

N° civique / nom de la rue, unité / N° suite / d'appartement

Ville, province, territoire / État

Code postal / code zip

Pays

---

#### 1.4.2 Renseignements supplémentaires

Les soumissionnaires doivent fournir une liste de noms ou tout autre documentation connexe, selon les besoins, conformément à l'article 01 des instructions uniformisées 2003.

Pour les besoins de services, les soumissionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire, doivent fournir les renseignements demandés, tel que décrit à l'article 3 de la Partie 2 de la demande de soumissions.

Une exigence du Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi est associée au présent besoin; Le soumissionnaire doit fournir à l'autorité contractante la pièce jointe 4, [Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation](#) remplie avant l'attribution du contrat..

Le Canada demande que les fournisseurs présentent les renseignements suivants :

**Représentant administratif :**

Nom :

Téléphone :

Télécopieur :

Courriel :

**Représentant technique :**

Nom :

Téléphone :

Télécopieur:

Courriel :

---

## **PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION**

### **1. Procédures d'évaluation**

- a) Les soumissions seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.

#### **1.1 Évaluation technique**

##### **1.1.1 Expérience de soumissionnaire**

Sauf indication contraire, l'expérience indiquée dans la soumission doit être celle du soumissionnaire lui-même (ce qui comprend l'expérience de toutes les entreprises qui ont constitué le soumissionnaire par fusion mais ne comprend pas l'expérience acquise par l'achat de biens ou par la cession d'un contrat). L'expérience des entreprises affiliées (c.-à-d. société mère, filiales ou sociétés sœurs), des sous-traitants ou des fournisseurs du soumissionnaire ne sera pas prise en considération.

##### **1.1.2 Critères techniques obligatoires**

Voir la pièce jointe 2, Critères techniques obligatoires et cotés.

##### **1.1.3 Critères techniques cotés**

Voir la pièce jointe 2, Critères techniques obligatoires et cotés.

#### **1.2 Évaluation financière**

##### **1.2.1 Évaluation du prix**

Le prix de la soumission sera évalué en dollars canadiens, excluant les taxes applicables, FAB destination, incluant les droits de douane et les taxes d'accise canadiens.

Pour fins d'évaluation seulement, le prix de la soumission sera établi comme il est indiqué à la pièce jointe 1, Évaluation du Prix.

### **2. Méthode de sélection**

#### **2.1 Méthode de sélection - Note combinée la plus haute sur le plan du mérite technique (60%) et du prix (40%)**

- 1. Pour être déclarée recevable, une soumission doit :
  - a) respecter toutes les exigences de la demande de soumissions;
  - b) satisfaire à tous les critères obligatoires; et
  - c) obtenir le nombre minimal de points requis pour chaque critère et chaque groupe de critères avec une note de passage.

2. Les soumissions qui ne répondent pas aux exigences a) ou b) ou c) seront déclarées non recevables.
3. La sélection sera faite en fonction du meilleur résultat global sur le plan du mérite technique et du prix. Une proportion de 60% sera accordée au mérite technique et une proportion de 40% sera accordée au prix.
4. Afin de déterminer la note pour le mérite technique, la note technique globale de chaque soumission recevable sera calculée comme suit : le nombre total de points obtenus sera divisé par le nombre total de points pouvant être accordés, puis multiplié par 60%.
5. Afin de déterminer la note pour le prix, chaque soumission recevable sera évaluée proportionnellement au prix évalué le plus bas et selon le ratio de 40%.
6. Pour chaque soumission recevable, la cotation du mérite technique et la cotation du prix seront ajoutées pour déterminer la note combinée.
7. La soumission recevable ayant obtenu le plus de points ou celle ayant le prix évalué le plus bas ne sera pas nécessairement choisie. La soumission recevable qui obtiendra la note combinée la plus élevée pour le mérite technique et le prix sera recommandée pour l'attribution du contrat.

Le tableau ci-dessous présente un exemple où les trois soumissions sont recevables et où la sélection de l'entrepreneur se fait en fonction d'un ratio de 60/40 à l'égard du mérite technique et du prix, respectivement. Le nombre total de points pouvant être accordé est de 275, le prix évalué le plus bas est 2,027,414.00 \$.

**Méthode de sélection - Note combinée la plus haute sur le plan du mérite technique (60 %) et du prix (40 %)**

	Soumissionnaire		
	Soumissionnaire 1	Soumissionnaire 2	Soumissionnaire 3
<b>Note technique globale</b>	225/275	250/275	275/275
<b>Prix évalué</b>	2,116,526.04 \$	2,027,414.00 \$	2,186,059.96 \$
	<b>Calculs</b>		
<b>Note pour le mérite technique</b>	$225/275 \times 60 = 49.1$	$250/275 \times 60 = 54.5$	$275/275 \times 60 = 60$
<b>Note pour le prix</b>	$\frac{2,027,414.00}{2,116,526.04 \times 40} = 38.3$	$\frac{2,027,414.00}{2,027,414.00 \times 40} = 40$	$\frac{2,027,414.00}{2,186,059.96 \times 40} = 37.1$
<b>Note combinée</b>	87.4	94.5	97.1
<b>Évaluation globale</b>	3 <sup>rd</sup>	2 <sup>nd</sup>	1 <sup>st</sup>



---

## PARTIE 5 - ATTESTATIONS

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et les renseignements connexes exigés pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. Le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur à l'une de ses obligations prévues au contrat, s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions, ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante, la soumission peut être déclarée non recevable, ou constituer un manquement aux termes du contrat.

### 1. Attestations préalables à l'attribution du contrat

#### 1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - renseignements connexes

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire et ses affiliés, respectent les dispositions stipulées à l'article 01 Dispositions relatives à l'intégrité - soumission, des instructions uniformisées 2003 ([OU insérer 2004, s'il y a lieu](#)). Les renseignements connexes, tel que requis aux dispositions relatives à l'intégrité, assisteront le Canada à confirmer que les attestations sont véridiques.

#### 1.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation de soumission

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire, et tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « [soumissionnaires à admissibilité limitée](#) » ([http://www.travail.gc.ca/fra/normes\\_equite/eq/emp/pcf/liste/inelig.shtml](http://www.travail.gc.ca/fra/normes_equite/eq/emp/pcf/liste/inelig.shtml)) du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible sur le site Web [d'Emploi et Développement social Canada \(EDSC\) - Travail](#).

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, figure dans la liste des « [soumissionnaires à admissibilité limitée](#) » du PCF au moment de l'attribution du contrat.

Le Canada aura aussi le droit de résilier le contrat pour manquement si l'entrepreneur, ou tout membre de la coentreprise si l'entrepreneur est une coentreprise, figure dans la liste des « [soumissionnaires à admissibilité limitée](#) » du PCF pendant la durée du contrat.

Le soumissionnaire doit fournir à l'autorité contractante la pièce jointe 4, [Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation](#), remplie avant l'attribution du contrat. Si le soumissionnaire est une coentreprise, il doit fournir à l'autorité contractante l'attestation Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation remplie pour chaque membre de la coentreprise.

## **2. Attestations additionnelles préalables à l'attribution du contrat**

Les attestations énumérées ci-dessous devraient être remplies et fournies avec la soumission mais elles peuvent être fournies plus tard. Si l'une de ces attestations n'est pas remplie et fournie tel que demandé, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de se conformer à la demande de l'autorité contractante et de fournir les attestations dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable.

### **2.1 Attestation du contenu canadien**

Cet achat est limité aux services canadiens.

Le soumissionnaire atteste que :

- ( ) le(s) service(s) offert est (sont) un service canadien tel qu'il est défini au paragraphe 2 de la clause A3050T.

**2.1.1** Clause du Guide des CCUA A3050T (2014-11-27), Définition du contenu canadien.

### **2.2 Statut et disponibilité du personnel**

Le soumissionnaire atteste que, s'il obtient le contrat découlant de la demande de soumissions, chaque individu proposé dans sa soumission sera disponible pour exécuter les travaux, tel qu'exigé par les représentants du Canada, au moment indiqué dans la demande de soumissions ou convenue avec ce dernier. Si pour des raisons hors de son contrôle, le soumissionnaire est incapable de fournir les services d'un individu identifié dans sa soumission, le soumissionnaire peut proposer un remplaçant avec des qualités et une expérience similaire. Le soumissionnaire doit aviser l'autorité contractante de la raison pour le remplacement et fournir le nom, les qualités et l'expérience du remplaçant proposé. Pour les fins de cette clause, seule les raisons suivantes seront considérées comme étant hors du contrôle du soumissionnaire : la mort, la maladie, le congé de maternité et parental, la retraite, la démission, le congédiement justifié ou la résiliation par manquement d'une entente.

Si le soumissionnaire a proposé un individu qui n'est pas un employé du soumissionnaire, le soumissionnaire il atteste qu'il a la permission de l'individu d'offrir ses services pour l'exécution des travaux et de soumettre son curriculum vitae au Canada. Le soumissionnaire doit, sur demande de l'autorité contractante, fournir une confirmation écrite, signée par l'individu, de la permission donnée au soumissionnaire ainsi que de sa disponibilité. Le défaut de répondre à la demande pourrait avoir pour conséquence que la soumission soit déclarée non recevable.

### **2.3 Études et expérience**

Le soumissionnaire atteste qu'il a vérifié tous les renseignements fournis dans les curriculum vitae et les documents à l'appui présentés avec sa soumission, plus particulièrement les renseignements relatifs aux études, aux réalisations, à l'expérience et aux antécédents professionnels, et que ceux-ci sont exacts. En outre, le soumissionnaire garantit que chaque individu qu'il a proposé est en mesure d'exécuter les travaux prévus dans le contrat éventuel.

### **2.4 Compétences linguistiques**

Le soumissionnaire atteste qu'il possède les compétences linguistiques requises pour exécuter les travaux conformément à l'Énoncé des travaux.

---

## **PARTIE 6 - EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET AUTRES EXIGENCES**

### **1. Exigences relatives à la sécurité**

1. À la date de clôture des soumissions, les conditions suivantes doivent être respectées :
  - a) le soumissionnaire doit détenir une attestation de sécurité d'organisme valable tel qu'indiquée à la Partie 7 - Clauses du contrat subséquent;
  - b) les individus proposés par le soumissionnaire et qui doivent avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature protégée ou classifiée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent posséder une attestation de sécurité tel qu'indiquée à la Partie 7 - Clauses du contrat subséquent;
  - c) le soumissionnaire doit fournir le nom de tous les individus qui devront avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature protégée ou classifiée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé. Cette information doit être fournie avec la soumission.
  - d) le lieu proposé par le soumissionnaire pour la réalisation des travaux ou la sauvegarde des documents doit satisfaire aux exigences relatives à la sécurité précisées à la Partie 7 – Clauses du contrat subséquent;
  - e) le soumissionnaire doit fournir l'adresse du ou des lieux proposés pour la réalisation des travaux ou la sauvegarde des documents.
2. Pour de plus amples renseignements sur les exigences relatives à la sécurité, les soumissionnaires devraient consulter le document « Exigences de sécurité dans les demandes de soumissions de TPSGC - Instructions pour les soumissionnaires » (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/lc-pl/lc-pl-fra.html#a31>) sur le site Web Documents uniformisés d'approvisionnement ministériels.

### **2. Capacité financière**

Clause du guide des CCUA A9033T (2012-07-16), Capacité financière

### **3 Exigences relatives aux marchandises contrôlées**

Clause du guide des CCUA A9130T (2011-05-16), Programme des marchandises contrôlées

---

## PARTIE 7 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à tout contrat subséquent découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante.

### 1. Énoncé des travaux

L'entrepreneur doit exécuter les travaux conformément à l'énoncé des travaux qui se trouve à l'annexe A et à la soumission technique de l'entrepreneur intitulée \_\_\_\_\_ (à compléter à l'octroi du contrat), en date du \_\_\_\_\_ (à compléter à l'octroi du contrat).

#### 1.1 Autorisation de tâches

Une partie des travaux du contrat seront réalisés sur demande, au moyen d'une autorisation de tâches. Les travaux décrits dans l'autorisation de tâches doivent être conformes à la portée du contrat.

##### 1.1.1 Processus d'autorisation des tâches

###### 1.1.1.1 Description des tâches de l'Autorisation de tâche (AT)

Le Canada fournira à l'entrepreneur une description des tâches.

La description des tâches de l'AT comprendra les détails des activités à exécuter, une description des produits à livrer et un calendrier indiquant les dates d'achèvement des activités principales ou les dates de livraison des produits livrables. Elle comprendra également les bases et les méthodes de paiement applicables, comme le précise le contrat.

Plus précisément, la description des tâches de l'AT contiendra les renseignements suivants:

- (a) un numéro de tâche;
- (b) un énoncé des travaux (EDT) détaillé pour la tâche, donnant les activités à exécuter et décrivant les produits livrables (comme les rapports) à remettre;
- (c) les dates de début et de fin à respecter (le cas échéant);
- (d) un calendrier des dates butoirs pour les activités de travail majeures, les produits livrables et les paiements;
- (e) les activités devant éventuellement avoir lieu sur place pour l'exécution des travaux dans un endroit donné;
- (f) le lieu d'exécution des travaux;
- (g) le niveau de l'attestation de sécurité nécessaire des employés de l'entrepreneur;

Le cas échéant, la description des tâches de l'AT doit également comprendre :

- (a) une description des exigences relatives aux déplacements, y compris le contenu et la présentation des rapports de déplacement nécessaires;
- (b) le profil linguistique nécessaire des employés de l'entrepreneur;
- (c) les catégories de ressources principales;
- (d) toute autre contrainte pouvant influencer sur l'exécution de la tâche.

#### 1.1.1.2 Proposition de l'entrepreneur sur l'AT

Dans les **dix (10) jours ouvrables** suivant la réception de la description des tâches de l'AT, l'entrepreneur doit fournir au Canada le coût total estimatif proposé pour l'exécution des tâches et une ventilation de ce coût, établie conformément à l'Annexe B- Base de paiement, du contrat subséquent. L'entrepreneur doit proposer un prix, en identifiant les ressources qu'il propose et en fournissant des renseignements détaillés sur les coûts et le temps nécessaire pour exécuter la tâche.

La proposition sera valable pendant **au moins vingt (20) jours ouvrables** à compter de la date de réception de l'offre. L'entrepreneur ne sera pas payé pour préparer ou déposer l'offre de prix ni pour fournir d'autres renseignements exigés afin d'établir et d'émettre l'AT. L'entrepreneur doit fournir toute information demandée et liée à la préparation d'une AT, dans un délai de cinq jours ouvrables suivant la demande par le Canada.

Lorsqu'exigé par le Canada, l'entrepreneur devra également fournir une proposition technique qui devra comprendre, le cas échéant, les éléments suivants:

- (a) une description de la compréhension des objectifs et de la portée des travaux;
- (b) une description de l'approche et de la méthodologie qui sera mise de l'avant pour exécuter les travaux;
- (c) une description des livrables anticipés;
- (d) une estimation du degré de succès anticipé;
- (e) les dérogations proposées par rapport aux exigences;
- (f) l'identification des principaux risques et un plan de mitigation pour ces derniers;
- (g) un calendrier des travaux complet ainsi qu'une priorisation des activités à exécuter.

#### 1.1.1.3 Autorisation de l'autorisation de tâches :

L'entrepreneur ne doit pas commencer les travaux avant la réception de l'AT autorisée par le Canada. L'entrepreneur reconnaît que, avant la réception d'une AT, le travail effectué sera à ses propres risques.

Les travaux seront autorisés ou confirmés par le Canada par l'entremise du « formulaire d'autorisation des tâches DND 626 » de l'Annexe E.

#### 1.1.2 Limite d'autorisation de tâches

Le responsable des achats du MDN peut autoriser les autorisations de tâches individuelles jusqu'à une limite de **150,000.00 \$**, taxes applicables incluses, y compris toutes révisions. **Le montant total pour l'achat des matériaux et des fournitures à un sous-traitant donnée pour chaque autorisation de tâches personne autorisée par l'autorité d'approvisionnement du MDN ne peut pas dépasser 25,000.00 \$**, taxes applicables incluses, y compris toutes révisions.

Une autorisation de tâches qui dépasserait cette limite doit être autorisée par l'autorité contractante avant d'être émise.

### **1.1.3 Obligation du Canada - portion des travaux réalisés au moyen d'autorisations de tâches**

L'obligation du Canada à l'égard de la portion des travaux qui est réalisée en vertu du contrat au moyen d'autorisations de tâches est limitée au montant total des tâches effectivement réalisées par l'entrepreneur.

### **1.1.4 Autorisation de tâches - ministère de la Défense nationale**

Le processus d'autorisation de tâches sera administré par le service des approvisionnements et des paiements de Recherche et Développement pour la Défense Canada, Valcartier, représenté par le responsable des achats du MDN. Ce processus comprend la surveillance, le contrôle et le rapport des dépenses dans le cadre du contrat avec des autorisations de tâches à l'intention de l'autorité contractante.

## **1.2 Attestation de divulgation**

A la fin des travaux, l'entrepreneur doit soumettre au responsable technique et à l'autorité contractante une copie de l'attestation de divulgation jointe à l'annexe C prévoyant que toutes les divulgations applicables ont été soumises.

## **2. Clauses et conditions uniformisées**

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le guide des *Clauses et conditions uniformisées d'achat* (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).

### **2.1 Conditions générales**

2040 (2014-09-25), Conditions générales - recherche et développement, s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

### **2.2 Clauses du guide des CCUA**

K3410C (2008-12-12), Le Canada détient les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux

K3305C (2008-05-12), Licence concernant les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux

## **3. Exigences relatives à la sécurité**

- 3.1** Les exigences relatives à la sécurité suivantes (LVERS et clauses connexes) s'appliquent et font partie intégrante du contrat.

### **EXIGENCE EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ POUR ENTREPRENEUR CANADIEN :**

**Dossier TPSGC no W7701-155980**

1. L'entrepreneur ou l'offrant doit détenir en permanence, pendant l'exécution du contrat ou de l'offre à commandes, une Cote de sécurité d'installation valable au niveau **SECRET** ainsi qu'une Cote de protection *et de production des documents* approuvées au niveau **PROTÉGÉ A** délivrées par la Direction de la Sécurité industrielle canadienne (DSIC) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).
2. Les membres du personnel de l'entrepreneur ou de l'offrant devant avoir accès à des renseignements ou à des biens **canadiens PROTÉGÉS**, ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé, doivent **TOUS** détenir une cote de sécurité du personnel valable au niveau de **FIABILITÉ**, délivrée ou approuvée par la DSIC de TPSGC.
3. Les membres du personnel de l'entrepreneur ou de l'offrant devant avoir accès à des renseignements ou à des biens **canadiens CLASSIFIÉS**, ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé, **doivent être résidents permanents du Canada ou citoyens du Canada, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande, du Royaume-Uni, ou des États-Unis d'Amérique**, et doivent **TOUS** détenir une cote de sécurité du personnel valable au niveau **SECRET**, délivrée ou approuvée par la DSIC de TPSGC.
4. Les membres du personnel de l'entrepreneur ou de l'offrant devant avoir accès à des renseignements ou à des biens **étrangers PROTÉGÉS**, ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé, **doivent TOUS** détenir une cote de sécurité du personnel valable au niveau de **FIABILITÉ**, délivrée ou approuvée par la DSIC de TPSGC.
5. Les membres du personnel de l'entrepreneur ou de l'offrant devant avoir accès à des renseignements ou à des biens **étrangers CLASSIFIÉS**, ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé, **doivent être résidents permanents du Canada ou citoyens du Canada, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande, du Royaume-Uni, ou des États-Unis d'Amérique**, et doivent **TOUS** détenir une cote de sécurité du personnel valable au niveau **SECRET**, délivrée ou approuvée par la DSIC de TPSGC.
6. L'entrepreneur **NE DOIT PAS** utiliser ses propres systèmes informatiques pour traiter, produire ou stocker électroniquement des renseignements au niveau **CLASSIFIÉ** ou **PROTÉGÉ** tant que la DSIC de TPSGC ne lui en aura pas donné l'autorisation par écrit. Lorsque cette autorisation aura été délivrée, ces tâches pourront être exécutées au niveau **PROTÉGÉ A**.
7. Les contrats de sous-traitance comportant des exigences relatives à la sécurité **NE doivent pas** être attribués sans l'autorisation écrite préalable de la DSIC de TPSGC.
8. Ce contrat comprend **un accès à des marchandises contrôlées**. Avant d'avoir accès, le soumissionnaire doit être inscrit au Programme des Marchandises contrôlées de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
9. a) Avant l'attribution du contrat, l'entrepreneur doit remplir un questionnaire sur la *Participation, le contrôle et l'influence étrangers* (PCIE) ainsi que les documents connexes indiqués

dans les lignes directrices sur la PCIE destinées aux organisations. L'entrepreneur doit soumettre ces documents dûment remplis afin d'indiquer si une tierce partie (personne, entreprise ou gouvernement) peut accéder, sans en avoir l'autorisation, à des biens ou à des renseignements **COMSEC/INFOSEC** ou **CLASSIFÉS DE L'OTAN/ÉTRANGERS**. Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) déterminera si le statut « *Sans PCIE* » ou « *Avec PCIE* » doit être attribué à l'entreprise de l'entrepreneur. Si le statut « *Avec PCIE* » est attribué à l'entreprise, TPSGC déterminera si des mesures d'atténuation existent ou doivent être prises par l'entreprise afin qu'elle puisse obtenir le statut « *Sans PCIE par atténuation* ».

- b) En permanence pendant l'exécution du contrat, l'entrepreneur devrait détenir une lettre de TPSGC indiquant les résultats de l'évaluation de la PCIE ainsi que le statut attribué à son entreprise, c'est-à-dire « *Sans PCIE* » ou « *Sans PCIE par atténuation* ».
- c) Tout changement au questionnaire et aux facteurs connexes d'évaluation de la PCIE doit être immédiatement signalé au Secteur de la Sécurité industrielle (SSI) aux fins de détermination de l'incidence du changement sur le statut lié à la PCIE.

10. L'entrepreneur ou l'offrant doit respecter les dispositions :

- a) de la *Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité* et Directive de sécurité (s'il y a lieu), reproduite ci-joint à l'Annexe D;
- b) du *Manuel de la sécurité industrielle* (dernière édition).

### 3.2 Installations de l'entrepreneur nécessitant des mesures de protection

L'entrepreneur doit diligemment tenir à jour, les renseignements relatifs à ses installations pour lesquelles des mesures de protection sont nécessaires à la réalisation des travaux, pour les adresses suivantes :

Adresse :  
Numéro civique / nom de la rue, unité / suite/ no. d'appartement  
Ville, province, territoire / État  
Code postal / code zip  
Pays

## 4. Durée du contrat

### 4.1 Période du contrat

La période du contrat est à partir de la date du contrat jusqu'au 31 mars 2019, inclusivement.

### 4.2 Date de livraison

Pour la portion ferme des travaux (Section 3.1 de l'Énoncé des travaux à l'Annexe A) :



Tous les biens livrables doivent être reçus au plus tard le 31 mars 2016.

#### **4.3 Option de prolongation du contrat**

L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable de prolonger la durée du contrat pour au une période supplémentaire de une année, soit du 1<sup>er</sup> avril 2019 au 31 mars 2020, selon les mêmes conditions. Il est entendu avec l'entrepreneur que pendant la durée prolongée du contrat, il sera payé conformément aux dispositions applicables prévues à la base de paiement.

Le Canada peut exercer cette option à n'importe quel moment, en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur au moins quinze jours civils avant la date d'échéance du contrat. Cette option ne pourra être exercée que par l'autorité contractante et sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.

### **5. Responsables**

#### **5.1 Autorité contractante**

L'autorité contractante pour le contrat est:

Gabriel Piras  
Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada  
601-1550, avenue D'Estimauville  
Québec, QC.  
G1J 0C7

Téléphone: 418-649-2870  
Télécopieur: 418-649-2209  
Courriel : [Gabriel.Piras@tpsgc.pwgsc.gc.ca](mailto:Gabriel.Piras@tpsgc.pwgsc.gc.ca)

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus, suite à des demandes ou instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

#### **5.2 Responsable technique (à être complété à l'octroi du contrat)**

Le responsable technique pour le contrat est:

Nom : \_\_\_\_\_  
Organisation : \_\_\_\_\_  
Téléphone: \_\_\_\_-\_\_\_\_-\_\_\_\_\_  
Télécopieur : \_\_\_\_-\_\_\_\_-\_\_\_\_\_  
Courriel : \_\_\_\_\_

Le responsable technique représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés en vertu du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le responsable technique; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. De tels changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

### 5.3 Représentant de l'entrepreneur (à être complété à l'octroi du contrat)

#### Représentant administratif :

Nom : \_\_\_\_\_  
Organisation : \_\_\_\_\_  
Téléphone: \_\_\_\_\_  
Télécopieur : \_\_\_\_\_  
Courriel : \_\_\_\_\_

#### Représentant technique :

Nom : \_\_\_\_\_  
Organisation : \_\_\_\_\_  
Téléphone: \_\_\_\_\_  
Télécopieur : \_\_\_\_\_  
Courriel : \_\_\_\_\_

### 5.4 Responsable des achats du MDN (à être complété à l'octroi du contrat)

Le responsable des achats pour le contrat est :

Nom : \_\_\_\_\_  
Organisation : \_\_\_\_\_  
Téléphone: \_\_\_\_\_  
Télécopieur : \_\_\_\_\_  
Courriel : \_\_\_\_\_

Le responsable des achats du MDN représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés en vertu du contrat. Il est responsable de la mise en oeuvre d'outils et de procédures exigés pour l'administration du contrat. L'entrepreneur peut discuter de questions administratives identifiées dans le contrat avec le responsable des achats du MDN; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser de changements à l'énoncé des travaux. Des changements à l'énoncé des travaux peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

## 6. Divulcation proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires

Clause du guide des CCUA A3025C (2013-03-21), Divulcation proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires

## 7. Paiement

### 7.1 Base de paiement

#### (i) Base de paiement – limitation des dépenses - pour la portion ferme des travaux du contrat

Pour les travaux décrits à la Section 3.1 de l'Énoncé des travaux à l'Annexe A :

L'entrepreneur sera remboursé pour les coûts qu'il a raisonnablement et convenablement engagés dans l'exécution des travaux, établis conformément à la base de paiement à l'annexe B, jusqu'à une limitation des dépenses de \_\_\_\_\_ \$ (**le montant sera inséré au moment de l'attribution du contrat**). Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.

La responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur en vertu du contrat ne doit pas dépasser la somme de \_\_\_\_\_ \$ (**le montant sera inséré au moment de l'attribution du contrat**). Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.

Aucune augmentation de la responsabilité totale du Canada ou du prix des travaux découlant de tout changement de conception, de toute modification ou interprétation des travaux, ne sera autorisée ou payée à l'entrepreneur, à moins que ces changements de conception, modifications ou interprétations n'aient été approuvés, par écrit, par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux. L'entrepreneur n'est pas tenu d'exécuter des travaux ou de fournir des services qui entraîneraient une augmentation de la responsabilité totale du Canada à moins que l'augmentation n'ait été autorisée par écrit par l'autorité contractante.

**(ii) Services professionnels fournis dans le cadre d'une autorisation de tâche avec un prix ferme :**

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu de l'autorisation de tâches (AT) approuvée, l'entrepreneur sera payé un prix de lot ferme conformément à la Base de paiement à l'annexe B, comme précisé dans l'AT approuvée. Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

**(iii) Services professionnels fournis dans le cadre d'une autorisation de tâche avec un prix plafond :**

L'entrepreneur sera remboursé pour les coûts qu'il a raisonnablement et convenablement engagés dans l'exécution des travaux, plus un profit, établis conformément à la base de paiement de l'annexe B, jusqu'au prix plafond précisé dans l'AT. Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.

Le prix plafond est assujéti à un rajustement à la baisse afin de ne pas dépasser les coûts réels engagés raisonnablement dans l'exécution des travaux, établis conformément à la base de paiement.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

**(iv) Services professionnels fournis dans le cadre d'une autorisation de tâche avec une limitation des dépenses :**

L'entrepreneur sera remboursé pour les coûts qu'il a engagés raisonnablement et convenablement dans l'exécution des travaux décrits dans l'autorisation de tâches (AT) approuvée, comme ils ont été déterminés conformément à la base de paiement qui figure dans l'annexe B, jusqu'à la limite des dépenses indiquée dans l'AT approuvée.

La responsabilité du Canada envers l'entrepreneur en vertu de l'AT approuvée ne doit pas dépasser la limitation des dépenses indiquée dans l'AT approuvée. Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.

Aucune augmentation de la responsabilité totale du Canada ou du prix des travaux précisés dans toute AT approuvée découlant de tout changement à la conception, ou de toute modification ou interprétation des travaux, ne sera autorisée ou payée à l'entrepreneur, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés, par écrit, par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux. L'entrepreneur n'est pas tenu d'exécuter des travaux ou de fournir des services qui entraîneraient une augmentation de la responsabilité du Canada en vertu de l'AT approuvée à moins que l'augmentation n'ait été autorisée par écrit par l'autorité contractante.

**(v) Frais de déplacement et de subsistance :**

L'entrepreneur sera remboursé pour ses frais autorisés de déplacement et de subsistance qu'il a raisonnablement et convenablement engagés dans l'exécution des travaux, au prix coûtant, sans aucune indemnité pour le profit et(ou) les frais administratifs généraux, conformément aux indemnités relatives aux repas, à l'utilisation d'un véhicule privé et aux faux frais qui sont précisées aux appendices B, C et D de la Directive sur les voyages du [Conseil national mixte](#) et selon les autres dispositions de la Directive qui se rapportent aux « voyageurs » plutôt que celles qui se rapportent aux « employés »

Tout déplacement doit être approuvé au préalable par le responsable technique.

**7.2 Limitation des dépenses**

1. La responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur en vertu du contrat ne doit pas dépasser la somme de **2,000,000.00 \$**. Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.
2. Aucune augmentation de la responsabilité totale du Canada ou du prix des travaux découlant de tout changement de conception, de toute modification ou interprétation des travaux, ne sera autorisée ou payée à l'entrepreneur, à moins que ces changements de conception, modifications ou interprétations n'aient été approuvés, par écrit, par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux. L'entrepreneur n'est pas tenu d'exécuter des travaux ou de fournir des services qui entraîneraient une augmentation de la responsabilité totale du Canada à moins que l'augmentation n'ait été autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur doit informer, par écrit, l'autorité contractante concernant la suffisance de cette somme :
  - a) lorsque 75 p. 100 de la somme est engagée, ou
  - b) quatre (4) mois avant la date d'expiration du contrat, ou
  - c) dès que l'entrepreneur juge que les fonds du contrat sont insuffisants pour l'achèvement des travaux,selon la première de ces conditions à se présenter.
3. Lorsqu'il informe l'autorité contractante que les fonds du contrat sont insuffisants, l'entrepreneur doit lui fournir par écrit une estimation des fonds additionnels requis. La présentation de cette information par l'entrepreneur n'augmente pas la responsabilité du Canada à son égard.

**7.3 Modalités de paiement**

**7.3.1** Les paiements seront versés à raison d'une fois par mois au plus.

### **7.3.2 Pour la portion ferme des travaux (Section 3.1 de l'Énoncé des travaux à l'Annexe A).**

#### **7.3.2.1 Paiements progressifs**

- (a) Le Canada effectuera les paiements progressifs conformément aux dispositions de paiement du contrat pour les frais engagés dans l'exécution des travaux, jusqu'à concurrence de 90 p. 100 du montant réclamé et approuvé par le Canada si :
  - (i) une demande de paiement exacte et complète en utilisant le formulaire PWGSC-TPSGC 1111 (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/1111.pdf>) et tout autre document exigé par le contrat ont été présentés conformément aux instructions relatives à la facturation fournies dans le contrat;
  - (ii) le montant réclamé est conforme à la base de paiement;
  - (iii) la somme de tous les paiements progressifs effectués par le Canada ne dépasse pas 90 p. 100 de la totalité du montant à verser en vertu du contrat.
  - (iv) toutes les attestations demandées sur le formulaire PWGSC-TPSGC 1111 ont été signées par les représentants autorisés.
- (b) Le solde du montant dû sera payé conformément aux dispositions de paiement du contrat lorsque tous les travaux exigés selon le contrat auront été complétés et livrés si les travaux ont été acceptés par le Canada et une facture finale pour le paiement est présentée.
- (c) Les paiements progressifs ne sont que des paiements provisoires. Le Canada peut procéder à une vérification gouvernementale et des vérifications provisoires du temps et des coûts et apporter lorsqu'il y a lieu des correctifs pendant l'exécution des travaux. Tout paiement en trop qui résulte du versement des paiements progressifs ou d'une autre cause doit être remboursé rapidement au Canada.

### **7.3.3 Pour la portion des travaux réalisés sur demande au moyen d'une Autorisation de tâches (Section 3.2 de l'Énoncé des travaux à l'Annexe A) :**

Selon les modalités de paiement précisées dans l'autorisation de tâche (AT), une des clauses suivantes s'appliquera.

#### **7.3.3.1 Paiement unique** (Pour une AT à prix ferme, pour une AT assujettie à une limitation de dépenses ou à un prix plafond)

Le Canada paiera l'entrepreneur lorsque les travaux spécifiés à l'AT seront complétés et livrés conformément aux dispositions de paiement du contrat si :

- (a) une demande de paiement exacte et complète en utilisant le formulaire PWGSC-TPSGC 1111 (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/1111.pdf>) et tout autre document exigé par le

contrat ont été soumis conformément aux instructions de facturation prévues au contrat;

- (b) tous ces documents ont été vérifiés par le Canada;
- (c) les travaux livrés ont été acceptés par le Canada.

#### **7.3.3.2 Paiements d'étape** (Pour une AT à prix ferme)

Pour toute AT qui comporte des paiements à verser selon un calendrier d'étapes au fur et à mesure que les tâches sont terminées et acceptées, le Canada effectuera les paiements d'étape conformément au calendrier des étapes détaillé dans l'AT et les dispositions de paiement du contrat si :

- (a) une demande de paiement exacte et complète en utilisant le formulaire PWGSC-TPSGC 1111 (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/1111.pdf>) et tout autre document exigé par le contrat ont été soumis conformément aux instructions de facturation prévues au contrat;
- (b) tous les travaux associés à l'étape et, selon le cas, tout bien livrable exigé ont été complétés et acceptés par le Canada.
- (c) toutes les attestations demandées sur le formulaire PWGSC-TPSGC 1111 ont été signées par les représentants autorisés.

#### **7.3.3.3 Paiements progressifs** (Pour une AT assujettie à une limitation de dépenses ou à un prix plafond)

- (a) Le Canada effectuera les paiements progressifs conformément aux dispositions de paiement de l'autorisation de tâche et du contrat pour les frais engagés dans l'exécution des travaux, jusqu'à concurrence de 90 p. 100 du montant réclamé et approuvé par le Canada si :
  - (i) une demande de paiement exacte et complète en utilisant le formulaire PWGSC-TPSGC 1111 (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/1111.pdf>) et tout autre document exigé par le contrat ont été présentés conformément aux instructions relatives à la facturation fournies dans le contrat;
  - (ii) le montant réclamé est conforme à la base de paiement et à l'autorisation de tâche;
  - (iii) la somme de tous les paiements progressifs effectués par le Canada ne dépasse pas 90 p. 100 de la totalité du montant à verser en vertu de l'autorisation de tâche.
  - (iv) toutes les attestations demandées sur le formulaire PWGSC-TPSGC 1111 ont été signées par les représentants autorisés.
- (b) Le solde du montant dû sera payé conformément aux dispositions de paiement de l'autorisation de tâche et du contrat lorsque tous les travaux exigés selon l'autorisation de tâche auront été complétés et livrés si les

travaux ont été acceptés par le Canada et une facture finale pour le paiement est présentée.

- (c) Les paiements progressifs ne sont que des paiements provisoires. Le Canada peut procéder à une vérification gouvernementale et des vérifications provisoires du temps et des coûts et apporter lorsqu'il y a lieu des correctifs pendant l'exécution des travaux. Tout paiement en trop qui résulte du versement des paiements progressifs ou d'une autre cause doit être remboursé rapidement au Canada.

#### **7.4 Clauses du guide des CCUA**

A9117C (2007-11-30), T1204 - demande directe du ministère client  
C0305C (2008-05-12), État des coûts

#### **7.5 Vérification discrétionnaire**

Clause du guide des CCUA C0705C (2010-01-11), Vérification discrétionnaire des comptes

### **8. Instructions relatives à la facturation**

1. L'entrepreneur doit soumettre une demande de paiement en utilisant le formulaire PWGSC-TPGSC 1111 (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/1111.pdf>).

Chaque demande doit présenter :

- (a) toute l'information exigée sur le formulaire PWGSC-TPSGC 1111;
  - (b) toute information pertinente détaillée à l'article intitulé «Présentation des factures» des conditions générales;
  - (c) le numéro de l'autorisation de tâche (AT), s'il y a lieu;
  - (d) la description de l'étape facturée, s'il y a lieu.
2. Pour la portion ferme des travaux (Section 3 de l'Énoncé des travaux à l'Annexe A) ainsi que pour les AT assujetties à une limitation des dépenses, à un prix plafond ou à un prix ferme, chaque réclamation doit être appuyée par :
- (a) une liste de toutes les dépenses, conformément à l'AT;
  - (b) une copie des feuilles de temps pour corroborer le temps de travail réclamé;
  - (c) une copie des factures, reçus, pièces justificatives pour tous les frais directs et pour tous les frais de déplacement et de subsistance;
  - (d) une copie du rapport mensuel sur l'avancement des travaux.
3. Les taxes applicables doivent être calculées pour le montant total de la demande, avant l'application de la retenue. Au moment de la demande de la retenue, il n'y aura pas de taxes applicables à payer car celles-ci ont été réclamées et sont payables sous les demandes de paiement progressif précédentes.
4. L'entrepreneur doit préparer et certifier un original et deux (2) copies de la demande sur le formulaire PWGSC-TPSGC 1111, et les envoyer à l'adresse suivante pour attestation:

**Att: Micheline Naud**  
Commis aux approvisionnements et au soutien

---

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
601-1550 Avenue D'Estimauville  
Québec, Québec, G1J 0C7

L'autorité contractante fera parvenir l'original et les deux (2) copies de la demande au responsable technique pour attestation après l'inspection et l'acceptation des travaux, et présentation au Bureau du traitement des paiements pour toutes autres attestations et opérations de paiement.

5. L'entrepreneur ne doit pas soumettre de demandes avant que tous les travaux identifiés sur la demande soient complétés.

## **9. Attestations**

### **9.1 Conformité**

Le respect des attestations et documentation connexe fournies par l'entrepreneur avec sa soumission est une condition du contrat et pourra faire l'objet d'une vérification par le Canada pendant toute la durée du contrat. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'entrepreneur, à fournir la documentation connexe ou encore si on constate que les attestations qu'il a fournies avec sa soumission comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier le contrat pour manquement conformément aux dispositions du contrat en la matière.

### **9.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Manquement de la part de l'entrepreneur**

Lorsqu'un Accord pour la mise en oeuvre de l'équité en matière d'emploi a été conclu avec Emploi et Développement social Canada (EDSC) - Travail, l'entrepreneur reconnaît et s'engage, à ce que cet accord demeure valide pendant toute la durée du contrat. Si l'Accord pour la mise en oeuvre de l'équité en matière d'emploi devient invalide, le nom de l'entrepreneur sera ajouté à la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée » du PCF. L'imposition d'une telle sanction par EDSC fera en sorte que l'entrepreneur sera considéré non conforme aux modalités du contrat.

### **9.3 SACC Manual Clauses**

A3060C (2008-05-12), Attestation du contenu canadien

## **10. Lois applicables**

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur \_\_\_\_\_ (***sera précisé à l'attribution du contrat***) et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

## **11. Ordre de priorité des documents**

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.



- 
- a) les articles de la convention;
  - b) les conditions générales 2040 (2014-06-26), Conditions générales - recherche et développement;
  - c) l'Annexe A, Énoncé des travaux;
  - d) l'Annexe B, Base de paiement;
  - e) l'Annexe C, Divulgence par l'entrepreneur de la propriété intellectuelle sur les renseignements originaux
  - f) l'Annexe D, Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité
  - g) l'Annexe E, Formulaire MDN 626, Autorisation de tâches;
  - h) les autorisations de tâches signées (y compris toutes les annexes, s'il y a lieu);
  - i) la soumission de l'entrepreneur datée du \_\_\_\_\_ (**à être complété à l'octroi du contrat**)

## 12. Contrat de défense

Clause du guide des CCUA A9006C (2008-05-12), Contrat de défense

## 13. Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien)

Clause du guide des CCUA A2000C (2006-06-16), Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien)

## 14. Assurances

Clause du guide des CCUA G1005C (2008-05-12), Assurances

## 15. Programme des Marchandises contrôlées

Clause du guide des CCUA A9131C (2011-05-16), Programme des marchandises contrôlées

Clause du guide des CCUA B4060C (2011-05-16), Marchandises contrôlées

## 16. Rapports périodiques

1. L'entrepreneur doit fournir des rapports **mensuels** en format électronique, sur l'avancement des travaux, au responsable technique et à l'autorité contractante.
2. Le rapport périodique doit comporter deux parties :
  - (a) PARTIE 1 : L'entrepreneur doit répondre aux trois questions suivantes :
    - (i) Le projet progresse-t-il selon le calendrier prévu?
    - (ii) Le projet respecte-t-il le budget prévu
    - (iii) Le projet est-il libre de toute préoccupation à l'égard de laquelle l'aide ou les conseils du Canada pourraient être requis?

Chaque réponse négative doit être accompagnée d'une explication.

- 
- (b) PARTIE 2 : Un rapport narratif, concis mais suffisamment détaillé pour permettre au responsable technique d'évaluer l'avancement des travaux, contenant au minimum :
- (i) Une description de l'avancement de chacune des tâches et des travaux dans leur ensemble durant la période visée par le rapport. Un nombre suffisant d'esquisses de diagrammes, de photographies, etc., doit être inclu, au besoin, afin de décrire l'avancement des travaux.
  - (ii) Une explication de tout écart par rapport au plan de travail.
  - (iii) Une description des voyages ou conférences relatifs au contrat durant la période visée par le rapport.
  - (iv) Une description de tout équipement important acheté ou construit durant la période visée par le rapport.

## ANNEXE A

### ÉNONCÉ DES TRAVAUX

#### **TITRE : CONCEPTION, INTÉGRATION ET PROTOTYPAGE DE MATÉRIAUX DE PROTECTION BALISTIQUE ET D'ÉQUIPEMENT DE PROTECTION INDIVIDUELLE**

#### 1. Généralités

##### 1.1 Objectif

Fournir à Recherche et Développement pour la défense Canada (RDDC) des services techniques spécialisés pour la sélection, l'intégration et l'assemblage de systèmes de matériaux et de matériaux de protection de haut rendement destinés à l'équipement de protection individuelle ainsi que pour la conception et la fabrication d'échantillons d'essai de matériaux et de prototypes d'équipement de protection pour appuyer les programmes de R et D de RDDC. Le contrat comprend une partie ferme et une partie à autorisation des tâches, qui sera réalisée sur demande. La nature des services requis couvrira les tâches du programme de recherche appliquée.

##### 1.2 Contexte

Depuis plus de 15 ans, RDDC planifie et mène à bien des projets et des programmes de R et D appliqués pour soutenir directement les FC dans le domaine de la protection balistique individuelle et de la protection contre les explosions. En raison du nombre limité de laboratoires, de l'expertise limitée dans les domaines de l'intégration des matériaux et du traitement de certains assemblage de matériaux et du besoin d'acquérir régulièrement des assemblage de matériaux de haut rendement, il est nécessaire d'avoir recours à la sous-traitance pour certains aspects des tâches de sélection et d'intégration des matériaux de protection balistique, de fabrication d'échantillons d'essai, de production et de prototypage des systèmes de protection qui font partie du programme de R et D. Plus précisément, les services suivants seront requis : sélection et acquisition de fibres, tissus, préimprégnés, polymères, alliages métalliques et céramiques de haut rendement utilisés dans l'équipement de protection individuelle; intégration de ces matériaux dans les systèmes de protection balistique de haut rendement, production d'échantillons d'essai; conception et production de prototypes de systèmes de protection.

##### 1.3 Acronymes

CAO	conception assistée par ordinateur
CD	disque compact
FC	Forces canadiennes
CMC	composite à matrice céramique
COTS	disponible sur le marché
MDN	ministère de la Défense nationale
RDDC	Recherche et Développement pour la défense Canada
DVD	disque numérique polyvalent
PSF	projectile simulant un fragment
EFG	équipement fourni par le gouvernement
MFG	matériel fourni par le gouvernement
CIC	compression isostatique à chaud

CMM composite à matrice métallique  
R et D recherche et développement  
EDT énoncé des travaux  
LVERS liste de vérification des exigences relatives à la sécurité  
UHMWPE polyéthylène de poids moléculaire très élevé

## 2. DOCUMENTS APPLICABLES (références)

Aucun document n'est cité en référence dans le présent EDT.

## 3. ÉTENDUE DES TRAVAUX

### 3.1 Portion ferme des travaux – Sélection de matériaux de protection à mailles pour les intégrer aux systèmes de protection contre les fragments légers et fabrication d'échantillons d'essai

#### 3.1.1 Étude de marché sur les matériaux à mailles

Réaliser une étude de marché visant à recenser l'aramide à mailles, l'UHMWPE à mailles et d'autres possibilités de matériaux à mailles (combinaisons d'aramide, d'UHMWPE, de coton, de soie, etc.) en fonction de leur pertinence pour les systèmes de protection très légers pouvant être intégrés aux vêtements (p. ex. panneaux de protection de une (1) à trois (3) épaisseurs de matériau) ou pour remplacer les textiles classiques utilisés pour les vêtements opérationnels militaires. Voici les exigences de rendement dont il faudra tenir compte:

- Protection contre les petits fragments (p. ex. comme ils sont couramment représentés par des projectiles simulant un fragment, soit des sphères de 1 grain, des CCD de 2 grains pouvant aller jusqu'à des sphères de 16 grains) de pierre, d'aluminium et d'acier projetés par la détonation d'une charge enfouie.
- Protection contre les lésions des tissus mous et les lésions laissées par le sable et d'autres particules fines projetées par la détonation d'une charge enfouie.
- Maintien de l'intégrité structurale du matériau de protection dans des conditions de charge associée à la proximité de la détonation d'une charge enfouie.
- Souplesse et/ou aptitude à être drapé.
- Respirabilité.
- Faible densité surfacique.

Autres propriétés qui devront également être prises en considération durant l'étude du marché :

- Aptitude à la teinture et durabilité de la couleur
- Résistance à l'usure
- Traitements de résistance à l'humidité
- Style de mailles
- Type de fil, deniers, etc.
- Résistance aux produits chimiques
- Coût

Contraintes possibles à la commercialisation des options de protection trouvées qui devront aussi être prises en compte dans l'étude :

- Droits de propriété intellectuelle
- Disponibilité du produit
- Restrictions sur le contrôle des exportations

### 3.1.2 Analyse des options et sélection décroissante

1. Classer les matériaux recensés au cours de l'étude du marché en fonction de chaque exigence relative à la protection et des autres exigences décrites ci-dessus et présenter une analyse comparative des forces et des faiblesses de chaque matériau en portant une attention particulière au compromis entre le rendement et le confort (souplesse, poids et respirabilité).
2. Proposer six (6) systèmes de matériaux, dont au moins deux (2) à base d'aramide et au moins un (1) à base d'UHMWPE qui seront considérés comme étant les meilleures options d'après les résultats de l'analyse comparative effectuée.
3. Proposer six (6) autres systèmes de matériaux qui seront considérés comme un compromis intéressant en ce qui a trait à la protection et au confort. L'autorité technique examinera les six (6) systèmes de matériaux proposés, les renseignements à l'appui recueillis pour chaque matériau dans le cadre de l'étude de marché (art. 3.1.1) et les résultats de l'analyse comparative des options (élément 1 de l'art. 3.1.2 ci-dessus) et désignera deux (2) matériaux qui feront l'objet d'études plus approfondies.
4. Définir d'autres caractéristiques des matériaux à mailles qui influent sur le confort du vêtement (c.-à-d. des caractéristiques, autres que la protection, qui pourrait influencer le choix de matériaux pour l'application prévue – voir l'art. 3.1.1).
5. Fournir un aperçu de la façon dont les propriétés textiles (autres que la balistique et la résistance aux explosions) sont évaluées au sein des industries des vêtements et des matériaux de protection, y compris des références détaillées aux normes d'essais applicables et des résumés de ces dernières (p. ex. ASTM, URL, CSA). Indiquer les lacunes de ces normes lorsqu'on les applique à l'évaluation des matériaux de protection faisant parti des vêtements d'un fantassin.
6. Analyser les défis associés à l'intégration de ces matériaux aux vêtements de combat et les options possibles. Les applications spécifiques de la protection des membres supérieurs et inférieurs (plus précisément la protection des genoux, des cuisses, des avant-bras et des coudes) serviront de référence pour l'analyse.
7. Acquérir les matériaux et fabriquer cinq (5) échantillons d'essai mesurant chacun 406 mm x 406 mm (16 po x 16 po), pour chacun des huit (8) matériaux sélectionnés de 1, 2 et 3 épaisseurs (six [6] systèmes de matériaux indiqués au point 2 ci-haut et deux [2] systèmes de matériaux désignés par l'autorité technique au point 3 ci-dessus) pour un total de 120 échantillons. Les échantillons à épaisseurs multiples doivent être attachés ensemble à chaque coin (à moins de 2 po du bord du panneau).

### 3.1.3 Portion ferme des travaux – produits livrables

- Un rapport technique comprenant les éléments suivants :
  - résumé des travaux;
  - résumé des exigences relatives à la conception et au rendement fournies par l'autorité technique;
  - résultats de l'analyse du marché des matériaux de protection et des systèmes de matériaux;

- détails de l'analyse comparative des options utilisée pour appuyer la sélection des matériaux, y compris des analyses comparatives des propriétés des matériaux;
  - description des caractéristiques des matériaux à mailles et de leur lien avec le confort et/ou les facteurs humains associés aux vêtements;
  - description de la façon dont les propriétés textiles sont évaluées, y compris des références détaillées aux normes d'essais applicables et des résumés de ces dernières, notamment un exposé sur les lacunes de ces normes lorsqu'on les applique au contexte d'évaluation des vêtements d'un fantassin;
  - analyse des contraintes à la commercialisation des systèmes de protection incorporant les technologies des matériaux;
  - conclusions et recommandations.
- Cent vingt (120) échantillons d'essai (cinq [5] échantillons d'essai de 1, 2 et 3 épaisseurs pour les huit [8] systèmes de matériaux).

#### 3.1.4 Portion ferme des travaux – date d'échéance

La portion ferme des travaux intitulée *Sélection de matériaux de protection à mailles pour les intégrer aux systèmes de protection contre les fragments légers et fabrication d'échantillons d'essai* est expliquée en détail ci-dessus doit être achevée et tous les produits livrables doivent avoir été reçus par l'autorité technique au plus tard le 31 mars 2016.

### **3.2 Portion des travaux à réaliser sur demande, au moyen d'une autorisation des tâches**

Au total, quatre tâches sont décrites dans les paragraphes ci-dessous. Il convient de noter qu'une autorisation des tâches donnée pourrait faire référence à plus d'un type des tâches décrites ci-après.

#### 3.2.1 Tâche no 1 : Détermination, sélection et acquisition des matériaux de protection

La présente tâche consiste à déterminer, à sélectionner et à acheter des quantités de matériaux constitutifs des systèmes de protection individuelle, notamment des tissus, des polymères, des préimprégnés de polymère renforcé de fibres et des céramiques de haut rendement. Ces matériaux constitutifs seront sélectionnés d'après leurs propriétés physiques, leur coût, leur degré de protection, leurs exigences de fabrication et/ou de production, leur caractère approprié pour la géométrie du système de protection à l'étude et leur capacité à satisfaire aux critères de conception spécifiques du système de protection qui est en cours de développement ou qui fait l'objet d'une évaluation à la demande de l'autorité technique.

Les services à fournir pourraient notamment comprendre les suivants :

- déterminer, sélectionner, acquérir et livrer des tissus, des polymères, des préimprégnés de polymère renforcé de fibres, y compris des systèmes à base d'UHMWPE et d'aramide et des systèmes à matrice thermoplastique et thermodurcissable, des alliages métalliques, des céramiques, des composites à matrice métallique, des composites à matrice céramique et des matériaux de protection balistique transparents modernes de haut rendement, susceptibles de provenir d'une variété de sources, qui respectent les critères de conception et de rendement fournis par l'autorité technique;

- réaliser des études de marché visant à recenser les systèmes de matériaux et les matériaux qui existent sur le marché;
- analyser les droits de propriété intellectuelle et les brevets associés aux systèmes de matériaux et aux matériaux qui existent sur le marché;
- recueillir et résumer les données sur les matériaux y compris ce qui suit sans toutefois s'y limiter : propriétés mécaniques, propriétés balistiques, tolérance à l'impact, absorption d'énergie à l'impact, propriétés optiques (matériaux pour panneaux de protection transparents);
- réaliser des analyses comparatives pour évaluer les caractéristiques des matériaux indiquées ci-haut et déterminer si les matériaux respectent les critères de conception et de rendement;
- rédiger des rapports techniques qui expliquent en détail les étapes susmentionnées.

Les produits livrables de cette tâche pourraient inclure :

- Un rapport technique comprenant une partie ou la totalité des éléments suivants :
  - résumé de la tâche;
  - résumé de l'analyse des exigences relatives à la conception et au rendement fournies par l'autorité technique;
  - résultats des études de marché visant à recenser les systèmes de matériaux et les matériaux de protection;
  - détails des analyses comparatives utilisées pour appuyer la sélection des matériaux, y compris des analyses comparatives des propriétés des matériaux;
  - résumé des analyses des droits de propriété intellectuelle et des brevets associés aux systèmes de matériaux et aux matériaux qui existent sur le marché;
  - conclusions et recommandations.
- Des échantillons (0,5 m2 ou plus petit), des échantillons d'essai (de 0,5 m2 à 1 m2) ou des quantités en vrac (de 10 m2 à 200 m2) des matériaux sélectionnés.

### 3.2.2 Tâche no 2 : Intégration des matériaux de protection

La présente tâche consiste à déterminer, à développer et à spécifier les techniques appropriées pour l'assemblage de deux matériaux ou plus afin de créer un nouveau système de matériau ou un matériau hybride en vue d'optimiser le rendement du système pour qu'il respecte les critères de conception fournis par l'autorité technique. Voici quelques exemples de techniques de production et/ou de fabrication :

- piquage
- liage
- autoclavage
- compression à chaud
- compression isostatique à chaud
- boroclavage (hydroformage avancé)

Quelques exemples d'intégration de matériaux de protection sont mentionnés ci-dessous :

- combinaison de polymères renforcés de fibres de carbone avec des polymères renforcés de fibres d'UHMWPE pour accroître la rigidité et la tolérance à l'impact d'une structure balistique;
- compression à chaud d'UHMWPE sur des panneaux de protection rigides;
- autoclavage d'un préimprégné aramide à base de résine thermodurcie pour former des panneaux incurvés;

- boroclavage d'un assemblage hybride de plastique renforcé de fibres de carbone et d'UHMWPE pour former une coquille hémisphérique ayant des propriétés structurales et balistiques;
- liage d'un système de matériaux composites et de polymères à une céramique pour améliorer le rendement balistique, isolement, et solution du problème des traumatismes contondants causés par une protection balistique;
- stratification de deux matériaux ou plus pour obtenir une protection balistique transparente;
- fabrication d'un échantillon d'essai à l'aide de deux types ou plus de matériaux balistiques tissés afin d'équilibrer les coûts, la densité surfacique et le rendement balistique.

Les services à fournir pourraient notamment comprendre les suivants :

- déterminer, élaborer et préciser les approches appropriées permettant de créer un système de protection composé de matériaux multiples pour satisfaire aux critères de conception et de rendement;
- sélectionner et préciser les adhésifs ou tout autre moyen de liage et/ou de fixation permettant d'intégrer et/ou d'assembler les composants constitutifs d'un système de protection balistique hybride - sélection, développement et détermination de stratégies d'isolement pour les systèmes de matériaux de protection à base de céramique;
- documenter, étape par étape, les procédés et les techniques de fabrication requis pour intégrer les matériaux de manière appropriée, y compris les techniques de fabrication, les exigences relatives à l'équipement et les caractéristiques de celui-ci, et les paramètres de production;
- rédiger des rapports techniques qui expliquent en détail les étapes susmentionnées.

Les produits livrables de cette tâche pourraient inclure :

- Un rapport technique comprenant une partie ou la totalité des éléments suivants :
  - résumé de la tâche;
  - description complète étape par étape des travaux effectués;
  - analyse comparative des autres procédés et/ou techniques de fabrication existantes, y compris les avantages et les inconvénients de chacun relativement aux critères de conception et aux objectifs de rendement du système fournis pour l'autorisation des tâches;
  - description détaillée des techniques de fabrication, des exigences relatives à l'équipement et des caractéristiques de celui-ci, et des paramètres de production proposés pour satisfaire aux objectifs de l'autorisation des tâches, notamment les procédures expliquées en détail, étape par étape;
  - conclusions et recommandations.

### 3.2.3 Tâche no 3 : Conception des systèmes de protection individuelle et des composants des systèmes

La présente tâche porte sur la définition du concept, le développement du modèle CAO et le prototypage de composants d'un système de protection individuelle y compris, sans s'y limiter : casque, protection faciale, gilets de protection contre les fragments et composants associés, plaques de protection balistique, systèmes d'atténuation des impacts, systèmes d'attache pour protection modulaire, gilets de protection balistique



souples et composants associés. Ces systèmes peuvent être des concepts nouveaux ou ils peuvent s'ajouter à, ou modifier, des composants existants qui sont conçus et fabriqués pour satisfaire aux exigences de rendement spécifiées par l'autorité contractante.

Les services à fournir pourraient notamment comprendre les suivants :

- réaliser des études de marché et des analyses comparatives des systèmes de protection individuelle offerts sur le marché;
- analyser les droits de propriété intellectuelle et les brevets associés aux systèmes de protection individuelle offerts sur le marché;
- évaluer et analyser les exigences relatives aux systèmes de protection fournies par l'autorité technique, y compris le degré de protection, les exigences relatives aux facteurs humains et la compatibilité avec le système du soldat et ses composants
- créer des avant-projets conceptuels de composants de systèmes de protection, y compris des géométries simples, complexes et multimédia (matériaux multiples);
- créer des concepts de systèmes d'attache novateurs requis pour fixer les composants protecteurs aux autres composants du système du soldat (équipement existant et systèmes de protection existants);
- produire des modèles solides ou des modèles CAO de haute fidélité des systèmes et de leurs sous-composants;
- produire des maquettes ou des composants obtenus par prototypage rapide de haute fidélité qui seront utilisés pour valider la conception et réaliser des évaluations non destructives (p. ex. durant les essais par les utilisateurs) de la forme et de la fonctionnalité;
- rédiger des rapports techniques expliquant en détail les étapes susmentionnées.

Les produits livrables de cette tâche pourraient inclure :

- Un rapport technique comprenant une partie ou la totalité des éléments suivants :
  - résumé de la tâche;
  - résumé de l'analyse des exigences relatives à la conception et au rendement fournies par RDDC;
  - résultats des études de marché visant à recenser les systèmes de protection;
  - résumé de l'analyse des droits de propriété intellectuelle et des brevets associés aux matériaux et aux systèmes de matériaux offerts sur le marché;
  - évaluation critique et/ou comparative des exigences relatives au système de protection, y compris le degré de protection, les exigences relatives aux facteurs humains et la compatibilité avec le système du soldat, ainsi que des analyses comparatives du rendement pour appuyer l'évaluation;
  - description complète, étape par étape, de l'avant-projet conceptuel des composants du système de protection et du système complet pour satisfaire aux exigences de l'autorisation des tâches;
  - détails des procédés de fabrication utilisés pour produire les prototypes;
  - caractéristiques techniques détaillées des concepts des systèmes de protection élaborés et des prototypes produits;
  - conclusions et recommandations.
- Des modèles solides ou des modèles CAO de haute fidélité, dans au moins un des formats ci-après, des systèmes et des sous-composants des concepts des systèmes de protection :
  - .stp (fichier Standard for the Exchange of Product)

- .asm (fichier Solid Edge Assembly)
- .par (fichier Solid Edge Part)
- .X\_T (fichier Parasolid, CAO).
- Des prototypes de haute fidélité des systèmes de protection individuelle ou des composants des systèmes de protection obtenus par prototypage rapide.
- Des conseils spécialisés relativement à la conception, à la sélection et au rendement des systèmes de protection individuelle ou de leurs composants.

### 3.2.4 Tâche no 4 : Fabrication et assemblage d'échantillons d'essai et de prototypes

La présente tâche porte sur la fabrication d'échantillons d'essai et de prototypes de systèmes de protection entièrement fonctionnels à l'aide de matériaux de haut rendement pour appuyer les évaluations de rendement de RDDC menées dans le cadre des activités de R et D qui sont visées par une autorisation des tâches. La présente tâche peut comprendre la fabrication de modèles élaborés dans le cadre de la tâche no 3 du présent contrat ou de modèles fournis par l'autorité technique.

Les services à fournir pourraient notamment comprendre les suivants :

- couper des échantillons d'essai et des composants dans les matériaux indiqués à la tâche no 1 et selon les dimensions fournies par l'autorité technique (p. ex. pour fabriquer des échantillons d'essai);
- fabriquer des prototypes de systèmes de protection et des échantillons de matériaux de protection intégrés au moyen d'une variété de techniques de fabrication, y compris, sans toutefois s'y limiter : piquage, liage, compression à chaud, pulvérisation, stratification et assemblage mécanique;
- concevoir et fabriquer des moules et d'autres outils qui conviendraient aux techniques de fabrication sélectionnées et requis par ces dernières;
- créer des dessins techniques, des modèles CAO et des trousseaux de données techniques pour les moules et d'autre équipement spécial requis;
- peindre, appliquer un revêtement, anodiser et appliquer d'autres revêtements de finition;
- assembler des prototypes de composants de systèmes de protection ou des systèmes de protection individuelle à composants multiples entièrement fonctionnels;
- acheter des composants COTS et les intégrer à des prototypes de systèmes de protection;
- rédiger des rapports techniques expliquant en détail les étapes susmentionnées.

Les produits livrables de cette tâche pourraient inclure :

- un rapport technique comprenant une partie ou la totalité des éléments suivants :
  - résumé de la tâche;
  - résumé de l'analyse des exigences relatives à la conception et au rendement fournies par RDDC;
  - description complète, étape par étape, des procédés de fabrication et des paramètres de production utilisés pour produire les prototypes;
  - caractéristiques techniques détaillées des moules ou de tout autre outil mis au point dans le cadre de l'autorisation des tâches;
  - caractéristiques techniques détaillées des prototypes des systèmes de protection produits;
  - conclusions et recommandations.

- des échantillons d'essai (panneaux de tir);
- des prototypes entièrement fonctionnels des systèmes de protection individuelle ou des composants des systèmes de protection;
- des modèles solides ou des modèles CAO de haute fidélité, dans au moins un des formats ci-après, des moules et de tout autre équipement spécial requis pour produire les échantillons d'essai ou les prototypes dans le cadre de l'autorisation des tâches :
  - .stp (fichier Standard for the Exchange of Product)
  - .asm (fichier Solid Edge Assembly)
  - .par (fichier Solid Edge Part)
  - .X\_T (fichier Parasolid, CAO)
- des conseils spécialisés relativement à la conception, à la sélection et au rendement des systèmes de protection individuelle ou de leurs composants.

#### 4. RAPPORTS ET AUTRES PRODUITS LIVRABLES

##### 4.1 Généralités

Selon la nature de l'autorisation des tâches, le ou les produits livrables pourraient comprendre une combinaison des éléments suivants : un rapport technique, les quantités des matériaux constitutifs des systèmes de protection, des échantillons de matériaux en vue des essais expérimentaux, des dessins techniques, des modèles prototypés de systèmes de protection individuelle et des prototypes fonctionnels des systèmes de protection individuelle. Les produits livrables seront expliqués en détail dans l'autorisation des tâches et approuvés par l'autorité technique.

##### 4.2 Rapports

Tous les rapports techniques doivent être fournis à l'autorité technique, aux fins d'examen, sur CD ou DVD, en formats Microsoft® Word 2007 (.docx) et Adobe® Acrobat (.pdf). Le rapport et tous les documents à l'appui, y compris les annexes, devront être fournis en anglais. Le résumé devra être fourni en anglais et en français.

##### 4.3 Marchandises

Pour chaque autorisation des tâches nécessitant la livraison de marchandises, l'entrepreneur doit les fournir dans les quantités précisées dans l'autorisation des tâches. L'entrepreneur doit également fournir les troupes de données techniques pour chaque article et sous-composant et les données techniques pour les matériaux constitutifs, selon le cas.

Tout les articles achetés ou fabriqués à l'aide des fonds alloués dans l'autorisation des tâches prévue au présent contrat, y compris, sans toutefois s'y limiter : les matériaux de protection de haut rendement, les composants réalisés par prototypage rapide et les moules, seront fournis à l'autorité technique à l'achèvement de l'autorisation des tâches.

##### 4.4 Dessins et format des données des modèles solides

Tous les dessins et les modèles solides à fournir comme produits livrables doivent être fournis dans l'un des formats suivants :

- .stp (fichier Standard for the Exchange of Product)
- .asm (fichier Solid Edge Assembly)
- .par (fichier Solid Edge Part)
- .X\_T (fichier Parasolid, CAO)

Des fichiers Initial Graphics Exchange Specification (.iges) peuvent également être acceptables dans certains cas.

Le format requis sera précisé dans chaque autorisation des tâches.

#### 4.5 Publications

Tout texte devant être publié dans des revues, des journaux ou dans d'autres publications, y compris les résumés de présentation ou d'autres types de publication, doit être soumis à la révision et à l'approbation de l'autorité technique au moins quatre-vingt-dix (90) jours avant la date de présentation ou de publication. Une référence explicite au financement par le gouvernement fédéral devra être incluse et il devra être clairement mentionné que le contenu est la responsabilité des auteurs. L'autorité technique fournira une objection écrite s'il y a des éléments spécifiques (par exemple destinataires) qui ne sont pas aux meilleurs intérêts du gouvernement fédéral. Si l'autorité technique s'objecte par écrit, elle devra envoyer son objection écrite à l'organisme responsable de la publication (le journal ou la conférence).

### 5. RÉUNIONS

Les réunions requises pour une autorisation des tâches donnée seront spécifiées dans cette dernière. Ces réunions pourront avoir lieu dans les installations de l'entrepreneur, à RDDC ou à une installation du MDN, par téléconférence ou vidéoconférence, selon l'autorisation des tâches et le sujet de la réunion.

### 6. MATÉRIEL FOURNI PAR LE GOUVERNEMENT (MFG)

#### 6.1 Généralités

Même si chaque autorisation des tâches contiendra des définitions détaillées du matériel fourni par le gouvernement, les paragraphes qui suivent présentent une liste non exhaustive du matériel qui pourrait être fourni.

#### 6.2 Liste du matériel

La liste du matériel est fondée sur le matériel qui n'est pas offert sur le marché ou qui est difficile à fabriquer rapidement et à un prix raisonnable pour exécuter une autorisation des tâches. La liste comprend :

- les matériaux de protection balistique à autorisation restreinte ou qui ne sont pas offerts sur le marché;
- les matériaux seulement disponibles dans les stocks des Forces canadiennes;
- les matériaux développés par RDDC;
- les données d'essai expérimentales et les données d'essai des facteurs humains requises pour appuyer la conception du système de protection individuelle;
- les matériaux achetés par RDDC ou seulement à la disposition de RDDC.

### 7. ÉQUIPEMENT FOURNI PAR LE GOUVERNEMENT (EFG)

## 7.1 Généralités

Même si chaque autorisation des tâches contiendra des définitions détaillées de l'équipement fourni par le gouvernement, les paragraphes qui suivent présentent une liste non exhaustive de l'équipement qui pourrait être fourni.

## 7.2 Liste de l'équipement

La liste de l'équipement est fondé sur l'équipement qui n'est pas offert sur le marché ou qui est difficile à fabriquer rapidement et à prix raisonnable pour exécuter une autorisation des tâches. La liste comprend :

- l'équipement seulement disponible dans les stocks des Forces canadiennes;
- l'équipement spécialisé;
- l'équipement développé par RDDC;
- les dessins techniques et les modèles solides.

## 7.3 Dessins et formats des modèles solides

Tous les dessins et les modèles solides fournis par l'autorité technique seront fournis dans l'un des formats suivants :

- .stp (fichier Standard for the Exchange of Product)
- .asm (fichier Solid Edge Assembly)
- .par (fichier Solid Edge Part)
- .X\_T (fichier Parasolid, CAO)

Des fichiers Initial Graphics Exchange Specification (.iges) pourraient également être utilisés dans certains cas.

# 8. ÉLÉMENTS PARTICULIERS À PRENDRE EN CONSIDÉRATION

## 8.1 Sous-traitance

Certaines autorisations des tâches nécessiteront de réaliser des comparaisons impartiales de systèmes de matériaux concurrentiels pour concevoir, développer et fabriquer des échantillons d'essai ou des prototypes qui offriront le meilleur rendement possible compte tenu de l'état actuel des technologies des matériaux. L'entrepreneur devra acheter une grande variété de matériaux pertinents pour les systèmes de protection balistique et les prototypes de systèmes de protection auprès de différents fournisseurs de matériaux de base, y compris, sans toutefois s'y limiter des tissus, des polymères, des préimprégnés de polymère renforcé de fibres, y compris des systèmes à base d'UHMWPE et à base d'aramide et des systèmes à matrice thermoplastique et thermodurcissables, des alliages métalliques, des céramiques et des matériaux de protection balistique transparents modernes de haut rendement.

## 8.2 Achat de matériaux

Les articles non consommables achetés par l'entrepreneur dans le cadre d'une autorisation des tâches demeurent la propriété du MDN et seront livrés à l'autorité technique à la fin de la tâche ou du contrat, à la discrétion de l'autorité technique.

# 9. LIEU DE TRAVAIL

On s'attend à ce que tous les travaux requis dans le cadre des autorisations des tâches en vertu du présent contrat soient exécutés dans les installations de l'entrepreneur.

## 10. MARCHANDISES CONTRÔLÉES

L'entrepreneur devra acquérir, entreposer, manipuler et traiter des marchandises contrôlées pour exécuter certains des aspects des autorisations des tâches qui seront mises en place dans le cadre du contrat. Les marchandises contrôlées incluent ::

- matériaux de haut rendement;
- systèmes de protection balistique et composants;
- trousse de données techniques pour les systèmes de protection balistique;
- données techniques sur l'intégration et la fabrication des matériaux de protection balistique;
- dessins techniques;
- matériel fourni par le gouvernement, y compris tous les éléments susmentionnés.

De ce fait, l'entrepreneur doit être inscrit au Programme des marchandises contrôlées de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) et ce, pour toute la durée du contrat.

Les marchandises contrôlées qui pourraient être transférées de RDDC aux installations de l'entrepreneur incluent :

Groupe	Catégorie	Numéro d'article	Description
1. À double usage	1 : Nouveaux matériaux	1-1.A. Systèmes, équipement et composants	Composants et systèmes de protection balistique non militaires, y compris casques, gilets, plaques, lunettes de protection
1. À double usage	1 : Nouveaux matériaux	1-1.C. Matériaux	Alliages d'aluminium et aciers – protection balistique Céramiques Fibres de haut rendement Préimprégnés
1. À double usage	1 : Nouveaux matériaux	1-2.E. Technologie	Méthodes de fabrication et d'intégration relatives à 1-1.C. Matériaux, y compris les technologies des revêtements
2. Munitions	2-13. Matériel et constructions blindés ou de protection et leurs composants		Composants et systèmes de protection balistique militaires, y compris casques, gilets, plaques, lunettes de protection

## PRODUITS À LIVRER

En plus de satisfaire à l'obligation de divulgation en vertu de l'article 28 des conditions générales, l'entrepreneur doit divulguer et présenter en détail tous les renseignements originaux dans les rapports techniques qu'il soumettra au responsable technique en vertu du contrat.

## ANNEXE B - BASE DE PAIEMENT

(à être compléter par le Canada à l'octroi du contrat)  
**(Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière conformément  
à la fiche de présentation de la soumission financière dans la pièce jointe 3)**

### **Partie A - Pour la portion ferme des travaux (Section 3.1 de l'Énoncé des travaux à l'Annexe A) :**

**A1. MAIN-D'OEUVRE :** taux fermes tout compris, taxes applicables en sus, comme suit :

*N.B. Les taux fermes tout compris ci-dessous doivent inclure les machines et la main-d'œuvre ainsi que le profit, les frais d'administration, les bénéfices marginaux et les autres frais prévus et non prévus.*

RESSOURCES PROPOSÉES	Taux horaire ferme	Nombre d'heures total estimatif	Total par catégorie
Gestionnaire de projets 1. _____	\$ _____	_____	\$ _____
Catégorie « Ressource principale en conception et fabrication de systèmes de protection balistique stratifiés renforcés de fibres. » 1. _____ 2. _____	\$ _____ \$ _____	_____ _____	\$ _____ \$ _____
Catégorie « Ressource principale en systèmes de protection balistique de haut rendement. » 1. _____ 2. _____	\$ _____ \$ _____	_____ _____	\$ _____ \$ _____
Catégorie « Ressource principale en conception et fabrication de systèmes de protection balistique à base de céramique. » 1. _____ 2. _____	\$ _____ \$ _____	_____ _____	\$ _____ \$ _____
Catégorie « Ressource principale en conception et fabrication de systèmes de protection balistique transparents. » 1. _____ 2. _____	\$ _____ \$ _____	_____ _____	\$ _____ \$ _____
Catégorie « Technicien / dessinateur »	\$ _____	_____	\$ _____
Catégorie « Personnel d'atelier »	\$ _____	_____	\$ _____

TOTAL ESTIMATIF DE LA MAIN-D'OEUVRE : \_\_\_\_\_ \$

**A2. MATÉRIAUX ET FOURNITURES :** au prix de revient effectif plus une **majoration<sup>1</sup>** de \_\_\_\_%

TOTAL ESTIMATIF DES MATÉRIAUX ET FOURNITURES : \_\_\_\_\_ \$

**A3. FRAIS DE DÉPLACEMENT ET DE SUBSISTANCE :** en conformité avec la Section 7.1(v) du Contrat.

TOTAL ESTIMATIF DES FRAIS DE DÉPLACEMENT ET DE SUBSISTANCE : \_\_\_\_\_ \$

**A4. SOUS-TRAITANTS (EXCEPTÉ LES RESSOURCES PROPOSÉES À LA SECTION A1, MAIN D'OEUVRE) :** au prix de revient effectif sans majoration

TOTAL ESTIMATIF DES CONTRATS DE SOUS-TRAITANCE : \_\_\_\_\_ \$

**Coût estimatif – Limitation des dépenses - \$\_\_\_\_\_ (Taxes applicables en sus)**  
**Pour la portion ferme des travaux :** (Le montant sera inséré à l'octroi du contrat.)

Exception faite du ou des taux et du ou des prix fermes, les montants apparaissant dans les divers articles précisés ci-dessus ne sont que des estimations. Il sera permis de les modifier aux fins de facturation au fur et à mesure de l'avancement des travaux, à la condition que ces changements soient mineurs, qu'ils soient approuvés au préalable par le responsable technique, et que le coût ne dépasse pas la limitation des dépenses précisée ci-dessus.

**Partie B - Pour la portion des travaux réalisés sur demande au moyen d'une Autorisation de tâches (Section 4 de l'Énoncé des travaux à l'Annexe A) :**

**B1. MAIN-D'OEUVRE :**

L'entrepreneur s'engage à fournir les ressources suivantes au fur et à mesure des besoins du Canada aux tarifs fermes tout compris suivants (conformément aux dispositions de paiement du contrat) :

*N.B. Les tarifs fermes tout compris ci-dessous incluent les machines et la main-d'œuvre ainsi que le profit, les frais d'administration, les bénéfices marginaux et les autres frais prévus et non prévus.*

RESSOURCES PROPOSÉES	Taux horaires fermes				
	Période du contrat				Période optionnelle
	Date d'octroi jusqu'au 2016-03-31	Du 2016-04-01 au 2017-03-31	Du 2017-04-01 au 2018-03-31	Du 2018-04-01 au 2019-03-31	Du 2019-04-01 au 2020-03-31
Gestionnaire de projets 2. _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____

<sup>1</sup> Majoration : Montant ajouté au prix de revient dans la détermination du prix de vente pour couvrir les frais généraux et le profit.



RESSOURCES PROPOSÉES	Taux horaires fermes				
	Période du contrat				Période optionnelle
	Date d'octroi jusqu'au 2016-03-31	Du 2016-04-01 au 2017-03-31	Du 2017-04-01 au 2018-03-31	Du 2018-04-01 au 2019-03-31	Du 2019-04-01 au 2020-03-31
Catégorie « Ressource principale en conception et fabrication de systèmes de protection balistique stratifiés renforcés de fibres. » 3. _____ 4. _____	\$ _____ \$ _____	\$ _____ \$ _____	\$ _____ \$ _____	\$ _____ \$ _____	\$ _____ \$ _____
Catégorie « Ressource principale en systèmes de protection balistique de haut rendement. » 3. _____ 4. _____	\$ _____ \$ _____	\$ _____ \$ _____	\$ _____ \$ _____	\$ _____ \$ _____	\$ _____ \$ _____
Catégorie « Ressource principale en conception et fabrication de systèmes de protection balistique à base de céramique. » 3. _____ 4. _____	\$ _____ \$ _____	\$ _____ \$ _____	\$ _____ \$ _____	\$ _____ \$ _____	\$ _____ \$ _____
Catégorie « Ressource principale en conception et fabrication de systèmes de protection balistique transparents. » 3. _____ 4. _____	\$ _____ \$ _____	\$ _____ \$ _____	\$ _____ \$ _____	\$ _____ \$ _____	\$ _____ \$ _____
Catégorie « Technicien / dessinateur »	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____
Catégorie « Personnel d'atelier »	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____

**B2. MATÉRIAUX ET FOURNITURES** : au prix de revient effectif plus une majoration de \_\_\_\_%

**B3. FRAIS DE DÉPLACEMENT ET DE SUBSISTANCE** : en conformité avec la Section 7.1(v) du Contrat.

**B4. SOUS-TRAITANTS (EXCEPTÉ LES RESSOURCES PROPOSÉES À LA SECTION B1, MAIN D'OEUVRE)** : au prix de revient effectif sans majoration

Coût estimatif – Limitation des dépenses - \$ \_\_\_\_\_ (Taxes applicables en sus)  
Pour la portion « AT » des travaux : (Le montant sera inséré à l'octroi du contrat.)

---

## ANNEXE C

### DIVULGATION PAR L'ENTREPRENEUR DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE SUR LES RENSEIGNEMENTS ORIGINAUX

Veuillez vous référer à l'article 1, "Interprétation", des conditions générales 2040 applicables au contrat pour la définition de « renseignements originaux » afin de déterminer les renseignements qui doivent être divulgués.

L'entrepreneur doit fournir les informations suivantes :

1. N° du contrat :
2. Quel est le titre descriptif de la propriété intellectuelle sur les renseignements originaux (FIP)?
3. Description sommaire du FIP et s'il y a lieu des différents systèmes et sous-systèmes
4. Quel est ou était l'objectif du projet?
5. Expliquer comment et dans quelle mesure la FIP répond à l'objectif du projet (ex : solution avantageuse sur ce qui existe présentement, résout des problèmes ou offre des avantages).
6. À quelle(s) catégorie(s) appartiendrait de la façon la plus appropriée, selon vous, la FIP et pourquoi : brevet, invention, secret commercial, droit d'auteur, dessin industriel, droits sur les topographies de circuits intégrés, savoir-faire, autre?
7. Quels sont les caractéristiques ou les aspects de la FIP qui sont novateurs, utiles et sortent de l'ordinaire?
8. La FIP a-t-elle été mise à l'essai ou démontrée? Si oui, veuillez résumer les résultats.
9. Y-a-t-il eu publication ou divulgation? Si oui, à qui, quand, où et comment?
10. Quels sont les noms et adresses des inventeurs?
11. Fournir une description explicite et détaillée de la FIP élaborée pendant l'exécution du marché (renvoyer à la section pertinente du rapport technique s'il y a lieu).

Veuillez spécifier le nom et le poste de la personne qui approuve ou autorise la divulgation. Cette personne devra signer la divulgation et y inscrire la date.

---

Signature

---

Date

---

Nom

---

Titre

-----  
(Interne au RDDC Valcartier)

---

Signature

---

Date

---

Nom

---

Titre (Autorité technique)

Solicitation No – N° de l'invitation  
W7701-155980/A  
Client Ref No. – N° de réf. du client  
W7701-15-5980

Amd. No. – N° de la modif.  
File No. – N° du dossier  
QCL-4-37341

Buyer ID – id de l'acheteur  
qcl 018

---

## **ANNEXE D**

### **LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ**

La Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité (LVERS), jointe au présent document, doit être insérée ici et fait partie du présent document.

Solicitation No – N° de l'invitation  
W7701-155980/A  
Client Ref No. – N° de réf. du client  
W7701-15-5980

Amd. No. – N° de la modif.  
File No. – N° du dossier  
QCL-4-37341

Buyer ID – id de l'acheteur  
qcl 018

---

## **ANNEXE E**

### **FORMULAIRE MDN 626 AUTORISATION DE TÂCHES**

Le formulaire MDN 626, Autorisation de tâches, joint au présent document, doit être insérée ici et fait partie du présent document.

## PIÈCE JOINTE 1

### EVALUATION DU PRIX

Pour fins d'évaluation seulement, le prix de la soumission sera déterminé comme suit:

#### 1 – Proposition financière

Les soumissionnaires doivent soumettre leur proposition financière en conformité avec la **fiche de présentation de la soumission financière dans la pièce jointe 3.**

#### 2 – Calcul du prix de la soumission

Le prix de la soumission sera calculé ainsi:

**Prix de la soumission = Coût de la main d'œuvre + Coût des matériaux et fournitures**

Le Prix de la soumission sera calculé tel que détaillé aux sections 3 et 4 ci-dessous.

Le prix de la soumission sera évalué sur la base des niveaux estimés d'effort et d'utilisation suivants :

Gestionnaire de projets (GP)	5%
Catégorie « Ressource principale en conception et fabrication de systèmes de protection balistique stratifiés renforcés de fibres. »	6%
Catégorie « Ressource principale en systèmes de protection balistique de haut rendement. »	6%
Catégorie « Ressource principale en conception et fabrication de systèmes de protection balistique à base de céramique. »	3%
Catégorie « Ressource principale en conception et fabrication de systèmes de protection balistique transparents. »	2%
Catégorie « Technicien / dessinateur »	16%
Catégorie « Personnel d'atelier »	7%
Matériaux et fournitures	55%

#### 3 - Coût de la main d'oeuvre :

Pour établir le coût de main d'oeuvre, il faut déterminer les efforts disponibles en heure (voir la dernière colonne du Tableau 5.1 ci-dessous). L'effort disponible pour chacune des catégories de ressources se calcul ainsi :

$$\text{L'effort disponible} = \frac{[\text{Financement prévu pour les travaux}] \times [\text{niveaux estimés d'effort}]}{[\text{Taux horaire moyen pour la catégorie de ressource}]}$$

Ensuite, le coût de la main d'oeuvre pour une catégorie donnée (pour une soumission donnée) est obtenu en multipliant l'effort disponible par le taux horaire moyen fourni pour la catégorie donnée (pour une soumission donnée).

Enfin, le coût total de la main d'oeuvre est calculé en additionnant les coûts de main d'oeuvre par catégorie pour une soumission donnée.

Par exemple,

- Le financement prévu pour les travaux = \$2,000,000.00
- Le pourcentage d'utilisation pour le PM = 5%
- Si le taux horaire moyen pour la soumission a = \$90, celui pour la soumission b = \$110 et celui pour la soumission c = \$125, alors le taux horaire moyen pour la catégorie de ressource = \$111.67.

Donc,

- Effort disponible = \$2,000,000 X 0.05 / \$111.67 = 895.5 heures

et

- Coût de la main d'oeuvre pour le Chef, soumission a = 895.5 hours x \$90 = \$117,818.18
- Coût de la main d'oeuvre pour le Chef, soumission b = 895.5 hours x \$110 = \$144,000.00
- Coût de la main d'oeuvre pour le Chef, soumission c = 895.5 hours x \$125 = \$111,940.30.

#### 4 - Coût des matériaux et fournitures:

Le Coût des matériaux et fournitures sera calculé comme suit :

$$\begin{array}{lcl} \text{Coût des} & & [ \text{Financement prévu pour les travaux} ] \\ \text{matériaux et} & = & \text{X} [ \text{Niveau estimé d'utilisation} ] \\ \text{fournitures} & & \text{X} [ 1 + (\% \text{ de majoration appliqué sur les matériaux et fournitures}) ] \end{array}$$

Par exemple :

- Le pourcentage de majoration appliqué sur les matériaux et fournitures pour la soumission a = 10%, celui pour la soumission b = 8%, et celui pour la soumission c = 12%.

Donc, ,

- Matériaux et fournitures pour la soumission a = \$1,210,000.00
- Matériaux et fournitures pour la soumission b = \$1,188,000.00
- Matériaux et fournitures pour la soumission c = \$1,232,000.00

#### 5 - Exemple de calculs pour le prix pour la portion AT des travaux de 3 soumissions

Tableau 5.1 - Exemple de calculs pour 3 soumissions

catégories de ressource	% d'utilisation	Taux A	Prix pour A	Taux B	Prix pour B	Taux C	Prix pour C	Qty
Gestionnaire de projets (GP)	5%	90,00 \$	80 597,01 \$	120,00 \$	107 462,69 \$	125,00 \$	111 940,30 \$	895,5
Catégorie « Ressource principale en conception et fabrication de systèmes de protection balistique stratifiés renforcés de fibres. »	6%	90,00 \$	117 818,18 \$	110,00 \$	144 000,00 \$	75,00 \$	98 181,82 \$	1309,1
Catégorie « Ressource principale en systèmes de protection balistique de haut rendement. »	6%	90,00 \$	102 857,14 \$	100,00 \$	114 285,71 \$	125,00 \$	142 857,14 \$	1142,9
Catégorie « Ressource principale en conception et fabrication de systèmes de protection balistique à base de céramique. »	3%	90,00 \$	63 529,41 \$	90,00 \$	63 529,41 \$	75,00 \$	52 941,18 \$	705,9
Catégorie « Ressource principale en conception et fabrication de systèmes de protection balistique transparents. »	2%	90,00 \$	36 610,17 \$	80,00 \$	32 542,37 \$	125,00 \$	50 847,46 \$	406,8
Catégorie « Technicien /	16%	90,00 \$	367 659,57 \$	70,00 \$	285 957,45 \$	75,00 \$	306 382,98 \$	4085,1

Solicitation No – N° de l'invitation  
W7701-155980/A  
Client Ref No. – N° de réf. du client  
W7701-15-5980

Amd. No. – N° de la modif.  
File No. – N° du dossier  
QCL-4-37341

Buyer ID – id de l'acheteur  
qcl 018

catégories de ressource	% d'utilisation	Taux A	Prix pour A	Taux B	Prix pour B	Taux C	Prix pour C	Qty
dessinateur »								
Catégorie « Personnel d'atelier »	7%	90,00 \$	137 454,55 \$	60,00 \$	91 636,36 \$	125,00 \$	190 909,09 \$	1527,3
Matériaux et fournitures	55%	10%	1 210 000,00 \$	8%	1 188 000,00	12%	1 232 000,00	1100000,0
Total	100%		2 116 526,04 \$		2 027 414,00 \$		2 186 059,96 \$	

Les "pourcentages d'utilisation" précisées dans le tableau sont fournies uniquement aux fins de la détermination du prix évalué de chaque soumission. Il s'agit d'une approximation des besoins qui est fournie de bonne foi et qui ne doit pas être considérée comme une garantie contractuelle.

Les taux sont fournis à titre d'exemple et ne doivent pas être interprétés comme un indicatif de l'expérience des catégories de main d'œuvre.

## PIÈCE JOINTE 2

### CRITÈRES TECHNIQUES OBLIGATOIRES ET COTÉS

#### 1) CRITÈRES TECHNIQUES OBLIGATOIRES

S/O

#### 2) CRITÈRES TECHNIQUES COTÉS

Chaque soumission respectant toutes les exigences obligatoires précisées ci-dessus sera évaluée et notée conformément aux critères d'évaluation suivants:

CRITÈRES D'ÉVALUATION	MIN.	MAX.
1. PROPOSITION TECHNIQUE pour la partie ferme des travaux (art. 3.1 de l'énoncé des travaux)	30	45
2. PROPOSITION DE GESTION	8	25
3. QUALIFICATIONS DES RESSOURCES ASSIGNÉES AU CONTRAT	44	80
4. QUALIFICATIONS DU SOUMISSIONNAIRE	50	75
5. INSTALLATIONS	35	50
<b>TOTAL</b>	<b>175</b>	<b>275</b>

**Les critères de la section 1 seront notés comme suit :**

Chacun des éléments évalués des critères de la section 1 sera noté sur 15 points, selon le **tableau 1 : Grille d'évaluation des critères qualitatifs** joint à la fin de la section 1.

**Les critères des sections 2, 3, 4 et 5** seront notés en fonction des indications qui accompagnent chacun des critères énoncés dans le tableau ci-dessous. Les soumissions techniques doivent obtenir le pointage minimal précisé dans le tableau ci-dessous.



DESCRIPTION	POINTAGE MINIMAL	POINTAGE MAXIMAL	CRITÈRES D'ÉVALUATION
<b>TOTAL</b>	<b>175</b>	<b>275</b>	
<b>1 – PROPOSITION TECHNIQUE pour la partie ferme des travaux (art. 3.1 de l'énoncé des travaux)</b>	<b>30</b>	<b>45</b>	
1.1 – Identification des éléments de risque.	S.O.	15	Pour la <u>partie ferme des travaux</u> (art. 3.1 de l'énoncé des travaux de l'annexe A), le soumissionnaire devrait décrire clairement les éléments du projet qu'il juge à risque et proposer un plan d'atténuation des risques qui permette d'atteindre les objectifs du projet dans le respect des coûts et du calendrier. Les éléments décrits devraient être pertinents et le plan d'atténuation des risques devrait être réaliste.
1.2 – Qualité de la méthode proposée.	S.O.	15	Pour la <u>partie ferme des travaux</u> (art. 3.1 de l'énoncé des travaux de l'annexe A), le soumissionnaire devrait présenter clairement l'approche technique et la méthodologie qu'il propose. L'approche technique et la méthodologie devraient être cohérentes, pertinentes pour la réalisation du projet, complètes et réalistes.
1.3 – Allocation des ressources.	S.O.	15	Pour la <u>partie ferme des travaux</u> (art. 3.1 de l'énoncé des travaux de l'annexe A), le soumissionnaire devrait décrire clairement comment il entend attribuer les différentes tâches aux membres du personnel et définir le rôle de chacun dans chaque tâche. L'attribution des tâches devrait être réaliste, pertinente et adaptée au projet. L'affectation du personnel devrait être décrite clairement et en détail. Un niveau d'effort qui convient aux tâches devrait être attribué à chaque membre du personnel. Toutes les tâches du projet devraient être prises en compte.

**Tableau 1 : Grille d’évaluation des critères qualitatifs**

Irrecevable	Extrêmement faible	Très faible	Faible	Acceptable	Moyen	Supérieur	Exceptionnel
0 point	3 points	5 points	7 points	9 points	11 points	13 points	15 points
N’a pas fourni de renseignements pouvant être évalués	Ne satisfait pas aux exigences	De façon générale, ne satisfait pas aux exigences	Manque de précisions	Satisfait à peine aux exigences	Satisfait aux exigences	Dépasse les exigences	Dépasse de loin les exigences
	Faiblesses ne pouvant pas être comblées	De façon générale, il est peu probable que les faiblesses puissent être comblées	Faiblesses pouvant être comblées	Faiblesses faciles à corriger	Aucune faiblesse marquée	Aucune faiblesse apparente	Aucune faiblesse
	Inacceptable	Extrêmement faible; ne pourra pas satisfaire aux exigences de rendement	Peu de possibilité de satisfaire aux exigences de rendement	Capacité minimum acceptable; devrait pouvoir satisfaire aux exigences minimales de rendement	Capacité moyenne; devrait pouvoir obtenir des résultats efficaces	Capacité supérieure; devrait obtenir des résultats très efficaces	Capacité exceptionnelle; devrait obtenir des résultats extrêmement efficaces

DESCRIPTION	POINTAGE MINIMAL	POINTAGE MAXIMAL	CRITÈRES D'ÉVALUATION
<b>2 – PROPOSITION DE GESTION</b>	<b>8</b>	<b>25</b>	
<p>2.1 – Expérience du gestionnaire de projet dans la supervision de projets liés à la conception et à la fabrication d'équipement de protection individuelle militaire.</p> <p>Le soumissionnaire devrait fournir le nom et le curriculum vitae de la ressource proposée.</p> <p>Le nombre de mois d'expérience correspond au nombre de mois durant lesquels la ressource proposée a travaillé à la réalisation de projets associés aux critères cotés. Le soumissionnaire devrait donc décrire chaque projet comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- titre;</li> <li>- nom du client ou brève description du produit/concept mis au point;</li> <li>- dates de début et de fin;</li> <li>- brève description du projet;</li> <li>- participation et responsabilité pertinentes de la ressource proposée dans le cadre du projet;</li> <li>- nombre de mois durant lesquels la ressource proposée a travaillé à la réalisation du projet.</li> </ul>	8	25	<p><b>25 points</b> : Le gestionnaire de projet possède plus de 60 mois d'expérience dans la supervision de projets liés à la conception d'équipement de protection individuelle militaire.</p> <p><b>16 points</b> : Le gestionnaire de projet possède au moins 30 mois mais moins de 60 mois d'expérience dans la supervision de projets liés à la conception d'équipement de protection individuelle militaire.</p> <p><b>8 points</b> : Le gestionnaire de projet possède au moins 15 mois mais moins de 30 mois d'expérience dans la supervision de projets liés à la conception d'équipement de protection individuelle militaire.</p> <p><b>0 point</b> : Le gestionnaire de projet possède moins de 15 mois d'expérience dans la supervision de projets liés à la conception d'équipement de protection individuelle militaire.</p>

## FORMATION ET EXPÉRIENCE DES RESSOURCES PROPOSÉES

- Pour chaque catégorie de ressources (y compris le gestionnaire de projet), le soumissionnaire devrait fournir les noms et les curriculum vitae des ressources proposées.
- Une même personne peut être proposée dans plus d'une catégorie de ressources.
- Le nombre de mois d'expérience correspond au nombre de mois durant lesquels les ressources proposées ont travaillé à la réalisation de projets associés aux critères cotés. Le soumissionnaire devrait donc décrire chaque projet comme suit :
  - titre;
  - nom du client ou brève description du produit ou concept mis au point;
  - dates de début et de fin;
  - brève description du projet;
  - participation et responsabilité pertinentes des ressources proposées dans le cadre du projet;
  - nombre de mois durant lesquels les ressources proposées ont travaillé à la réalisation du projet.

DESCRIPTION	POINTAGE MINIMAL	POINTAGE MAXIMAL	CRITÈRES D'ÉVALUATION
<b>3 – QUALIFICATIONS DES RESSOURCES ASSIGNÉES AU CONTRAT</b>	<b>44</b>	<b>80</b>	
<b>3.1.– SCOLARITÉ / EXPÉRIENCE PRATIQUE DES MEMBRES DE L'ÉQUIPE</b>			
3.1.a – Ressource principale en conception et fabrication de systèmes de protection balistique stratifiés renforcés de fibres.	11	20	La cote pour chaque ressource principale correspondra à la somme de A et B.  <b>A</b> – Scolarité (diplôme obtenu et domaine) de la ressource principale :  <b>10 points</b> : Doctorat en génie mécanique, en génie des matériaux ou en science des matériaux dont la thèse porte sur les systèmes de protection balistique. <b>8 points</b> : Doctorat ou maîtrise en génie mécanique, en génie des matériaux ou en science des matériaux. <b>6 points</b> : Baccalauréat en génie mécanique, en génie des matériaux, en science des
3.1.b – Ressource principale en systèmes de protection balistique de haut rendement.	11	20	
3.1.c – Ressource principale en conception et fabrication de systèmes de protection balistique à base de céramique.	11	20	

3.1.d – Ressource principale en conception et fabrication de systèmes de protection balistique transparents.	11	20	<p>matériaux, en physique ou en chimie. <b>0 point</b> : Toute autre situation.</p> <p><b>B</b> – Expérience pratique de la ressource principale :</p> <p><b>10 points</b> : 30 mois ou plus d'expérience de travail pratique liée à la technologie des matériaux requise.</p> <p><b>8 points</b> : Au moins 24 mois mais moins de 30 mois d'expérience de travail pratique liée à la technologie des matériaux requise.</p> <p><b>6 points</b> : Au moins 18 mois mais moins de 24 mois d'expérience de travail pratique liée à la technologie des matériaux requise.</p> <p><b>4 points</b> : Au moins 12 mois mais moins de 18 mois d'expérience de travail pratique liée à la technologie des matériaux requise.</p> <p><b>2 points</b> : Au moins 6 mois mais moins de 12 mois d'expérience de travail pratique liée à la technologie des matériaux requise.</p> <p><b>0 point</b> : Moins de 6 mois d'expérience de travail pratique liée à la technologie des matériaux requise.</p>
--	----	----	---

DESCRIPTION	POINTAGE MINIMAL	POINTAGE MAXIMAL	CRITÈRES D'ÉVALUATION
<b>4 – QUALIFICATIONS DU SOUSMISSIONNAIRE</b>	<b>50</b>	<b>75</b>	
<b>4.1 EXPÉRIENCE DU SOUSMISSIONNAIRE DANS LA RÉALISATION DE PROJETS COMPLEXES</b>			
4.1 – Expérience du soumissionnaire dans la réalisation de projets comportant l'intégration de plusieurs (au moins deux) système ou technologies des matériaux. Les projets doivent inclure la définition du concept, le développement et la production de composants de systèmes de protection individuelle.	3	15	<p>NOTA : UNIQUEMENT LES PROJETS RÉALISÉS AU COURS DES DIX DERNIÈRES ANNÉES SERONT PRIS EN CONSIDÉRATION.</p> <p><b>Le soumissionnaire recevra 3 points par projet réalisé (jusqu'à un maximum de 15 points)</b> comportant l'intégration de plusieurs (au moins deux) systèmes ou technologies des matériaux de protection et incluant la définition du concept, la mise au point et la production de composants de protection balistique et de systèmes de protection individuelle.</p>
<b>4.2 EXPÉRIENCE DU SOUSMISSIONNAIRE DANS LA RÉALISATION DE PROJETS LIÉS AUX TECHNOLOGIES PERTINENTES</b>			
<p>NOTA :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• UNIQUEMENT LES PROJETS RÉALISÉS AU COURS DES DIX DERNIÈRES ANNÉES SERONT PRIS EN CONSIDÉRATION.</li> <li>• UN PROJET COMPORTANT PLUSIEURS TECHNOLOGIES DES MATÉRIAUX PEUT COMPTER POUR PLUS D'UN CRITÈRE.</li> </ul> <p>Le soumissionnaire devrait décrire chaque projet comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- titre;</li> <li>- nom du client ou brève description du produit ou du concept mis au point;</li> <li>- dates de début et de fin;</li> <li>- brève description de l'objectif visé, de la participation du soumissionnaire à la sélection, à l'intégration et à la fabrication du produit et des technologies des matériaux de protection balistique utilisées.</li> </ul>			
4.2.a – Expérience du soumissionnaire dans la réalisation de projets comportant la sélection et l'intégration de fibres balistiques de haut rendement et de tissus balistiques à fibres unidirectionnelles et tissées destinés aux systèmes de protection balistique individuelle souples.	S.O.	15	<b>Le soumissionnaire recevra 5 points par projet réalisé (jusqu'à un maximum de 15 points)</b> comportant la sélection et l'intégration de fibres balistiques de haut rendement et de tissus balistiques à fibres unidirectionnelles et tissées destinés aux systèmes de protection balistique individuelle souples.

4.2.b – Expérience du soumissionnaire dans la réalisation de projets comportant la sélection, la conception et la fabrication de systèmes de protection balistique stratifiés en polymère renforcé de fibres destinés aux systèmes de protection individuelle.	S.O.	15	<b>Le soumissionnaire recevra 5 points par projet réalisé (jusqu'à un maximum de 15 points)</b> comportant la sélection, la conception et la fabrication de systèmes de protection balistique stratifiés en polymère renforcé de fibres destinés aux systèmes de protection individuelle.
4.2.c – Expérience du soumissionnaire dans la réalisation de projets comportant la conception et la fabrication de systèmes de protection balistique transparents.	S.O.	10	<b>Le soumissionnaire recevra 5 points par projet réalisé (jusqu'à un maximum de 10 points)</b> comportant la conception et la fabrication de systèmes de protection balistique transparents.
4.2.d – Expérience du soumissionnaire dans la réalisation de projets comportant la conception, l'intégration et la fabrication de systèmes de protection balistique à base de céramique.	S.O.	10	<b>Le soumissionnaire recevra 5 points par projet réalisé (jusqu'à un maximum de 10 points)</b> comportant la conception, l'intégration et la fabrication de systèmes de protection balistique à base de céramique.
4.2.e – Expérience du soumissionnaire dans la réalisation de projets comportant la conception et la fabrication de systèmes de protection et incluant l'application de méthodes d'essai et de normes relatives à l'équipement de protection individuelle reconnues à l'échelle internationale, comme le STANAG 2920, pour évaluer le rendement du système de protection.	S.O.	10	<b>Le soumissionnaire recevra 5 points par projet réalisé (jusqu'à un maximum de 10 points)</b> comportant la conception et la fabrication de systèmes de protection et incluant l'application de méthodes d'essai et de normes relatives à l'équipement de protection individuelle reconnues à l'échelle internationale pour évaluer le rendement du système de protection.

DESCRIPTION	POINTAGE MINIMAL	POINTAGE MAXIMAL	CRITÈRES D'ÉVALUATION
<b>5 – INSTALLATIONS</b>	<b>35</b>	<b>50</b>	
5.1 – Le soumissionnaire a accès à des postes de travail et à un logiciel de conception assistée par ordinateur (CAO) pour la conception de systèmes de protection individuelle.	5	10	<p>NOTA : AFIN DE RESPECTER LES CRITÈRES, LE SOUMISSIONNAIRE DOIT PRÉCISER LES INSTALLATIONS ET LE LOGICIEL DISPONIBLES ET EXPLIQUER COMMENT ILS ONT ÉTÉ UTILISÉS POUR ÉLABORER DES SYSTÈMES DE PROTECTION.</p> <p><b>10 points</b> : Le soumissionnaire possède au moins un poste de travail avec logiciel de CAO qu'il a déjà utilisé pour concevoir des systèmes de protection individuelle dans le cadre d'au moins un projet.</p> <p><b>5 points</b> : Le soumissionnaire a accès à des services de sous-traitance en CAO et il a démontré avoir déjà fait appel à ces services pour concevoir des systèmes de protection individuelle dans le cadre d'au moins un projet.</p> <p><b>0 point</b> : Toute autre situation.</p>
5.2 – Le soumissionnaire a accès à des installations de prototypage rapide.	5	10	<p>NOTA : AFIN DE RESPECTER LES CRITÈRES, LE SOUMISSIONNAIRE DOIT FOURNIR LA LISTE DES INSTALLATIONS, PRÉCISER LES CAPACITÉS DE CHACUNE ET EXPLIQUER COMMENT ELLES ONT ÉTÉ UTILISÉES POUR ÉLABORER DES SYSTÈMES DE PROTECTION.</p> <p><b>10 points</b> : Le soumissionnaire a accès à des installations de prototypage rapide à l'interne faisant appel à une ou plusieurs technologies notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- stéréolithographie;</li> <li>- modélisation par dépôt de fil en fusion (FDM);</li> <li>- frittage sélectif par laser (SLS).</li> </ul> <p><b>5 points</b> : Le soumissionnaire a accès à des services de sous-traitance en prototypage rapide et il a démontré avoir déjà fait appel à ces services pour mener à bien au moins un projet.</p> <p><b>0 point</b> : Toute autre situation.</p>



DESCRIPTION	POINTAGE MINIMAL	POINTAGE MAXIMAL	CRITÈRES D'ÉVALUATION
5.3 – Le soumissionnaire possède des installations pour produire des échantillons et des prototypes de systèmes de protection balistique individuelle souples.	5	10	<p>NOTA : AFIN DE RESPECTER LES CRITÈRES, LE SOUMISSIONNAIRE DOIT FOURNIR LA LISTE DES INSTALLATIONS DE FABRICATION PERTINENTES ET EXPLIQUER COMMENT ELLES ONT ÉTÉ UTILISÉES POUR ÉLABORER DES SYSTÈMES DE PROTECTION.</p> <p><b>10 points</b> : Le soumissionnaire possède des installations à l'interne pour tailler et assembler des systèmes de protection balistique souples et il a déjà utilisé ces installations pour produire des échantillons d'essai ou des pièces de protection balistique pour des systèmes de protection individuelle dans le cadre d'au moins un projet. Il peut s'agir de machines à coudre industrielles et rotatives, d'outils de coupe au laser pour tissu ou de tables de coupe automatiques.</p> <p><b>5 points</b> : Le soumissionnaire a accès à des services de sous-traitance professionnels pour tailler et assembler des systèmes de protection balistique souples et il a démontré avoir accès et avoir déjà fait appel à ces services pour produire des échantillons d'essai ou des systèmes de protection individuelle et pour mener à bien au moins un projet.</p> <p><b>0 point</b> : Toute autre situation.</p>

DESCRIPTION	POINTAGE MINIMAL	POINTAGE MAXIMAL	CRITÈRES D'ÉVALUATION
5.4 – Le soumissionnaire possède des installations pour produire des échantillons et des prototypes de stratifiés d'aramide et d'UHMWPE destinés aux systèmes de protection individuelle de haut rendement.	5	10	<p>NOTA : AFIN DE RESPECTER LES CRITÈRES, LE SOUMISSIONNAIRE DOIT FOURNIR LA LISTE DES INSTALLATIONS PERTINENTES, PRÉCISER LES CAPACITÉS ET LES SYSTÈMES DE CONTRÔLE DE CHACUNE, ET EXPLIQUER COMMENT ELLES ONT ÉTÉ UTILISÉES POUR ÉLABORER DES SYSTÈMES DE PROTECTION.</p> <p><b>10 points</b> : Le soumissionnaire possède des installations à l'interne pour produire des systèmes de protection balistique stratifiés à base d'UHMWPE et d'aramide et pour intégrer des éléments de protection balistique en céramique avec supports en stratifié et il a déjà utilisé ces installations pour produire des échantillons d'essai ou des systèmes de protection individuelle dans le cadre d'au moins un projet. Il peut s'agir d'autoclaves, de presses chauffé et de boroclaves (dispositifs d'hydroformage avancés).</p> <p><b>5 points</b> : Le soumissionnaire ne possède pas d'installations à l'interne pour produire des systèmes de protection balistique stratifiés, mais il a démontré avoir accès et avoir déjà fait appel à des services de sous-traitance dans ce domaine pour produire des échantillons d'essai ou des systèmes de protection individuelle dans le cadre d'au moins deux projets et pour mener à bien au moins un projet.</p> <p><b>0 point</b> : Toute autre situation.</p>

DESCRIPTION	POINTAGE MINIMAL	POINTAGE MAXIMAL	CRITÈRES D'ÉVALUATION
5.5 – Le soumissionnaire possède des installations pour produire des échantillons et des prototypes de systèmes de protection balistique transparents à base de polymères.	5	10	<p>NOTA : AFIN DE RESPECTER LES CRITÈRES, LE SOUMISSIONNAIRE DOIT FOURNIR LA LISTE DES INSTALLATIONS, PRÉCISER LES CAPACITÉS DE CHACUNE, NOTAMMENT LES SYSTÈMES DE COMMANDE, ET EXPLIQUER COMMENT ELLES ONT ÉTÉ UTILISÉES POUR ÉLABORER DES SYSTÈMES DE PROTECTION.</p> <p><b>10 points</b> : Le soumissionnaire possède des installations à l'interne pour produire des prototypes d'éléments de protection balistique transparents de qualité optique et il a déjà utilisé ces installations pour produire des systèmes de protection balistique transparents à base de polymères dans le cadre d'au moins un projet. Il peut s'agir d'installations de moulage par injection, de thermoformage et de laminage de polymères et de pellicules selon des courbures complexes.</p> <p><b>5 points</b> : Le soumissionnaire ne possède pas d'installations à l'interne pour produire des prototypes d'éléments de protection balistique transparents à base de polymères de qualité optique, mais il a démontré avoir accès et avoir déjà fait appel à des services de sous-traitance dans ce domaine pour produire des systèmes de protection balistique transparents dans le cadre d'au moins un projet.</p> <p><b>0 point</b> : Toute autre situation.</p>

### PIÈCE JOINTE 3

#### FICHE DE PRÉSENTATION DE LA SOUMISSION FINANCIÈRE

**Partie A - Pour la portion ferme des travaux (Section 3.1 de l'Énoncé des travaux à l'Annexe A) :**

A1. MAIN-D'OEUVRE : taux fermes tout compris, taxes applicables en sus, comme suit :

**LE SOUMISSIONNAIRE DOIT INDiquer UN TAUX POUR CHAQUE RESSOURCE PROPOSÉE.**

Si la ressource travaille pour un sous-traitant, le soumissionnaire doit aussi indiquer le nom du sous-traitant.

N.B. Les taux fermes tout compris soumis ci-dessous doivent inclure les machines et la main-d'œuvre ainsi que le profit, les frais d'administration, les bénéfices marginaux et les autres frais prévus et non prévus.

RESSOURCES PROPOSÉES	Taux horaire ferme	Nombre d'heures total estimatif	Total par catégorie
Gestionnaire de projets 1. _____	\$ _____	_____	\$ _____
Catégorie « Ressource principale en conception et fabrication de systèmes de protection balistique stratifiés renforcés de fibres. » 1. _____ 2. _____	\$ _____ \$ _____	_____ _____	\$ _____ \$ _____
Catégorie « Ressource principale en systèmes de protection balistique de haut rendement. » 1. _____ 2. _____	\$ _____ \$ _____	_____ _____	\$ _____ \$ _____
Catégorie « Ressource principale en conception et fabrication de systèmes de protection balistique à base de céramique. » 1. _____ 2. _____	\$ _____ \$ _____	_____ _____	\$ _____ \$ _____
Catégorie « Ressource principale en conception et fabrication de systèmes de protection balistique transparents. » 1. _____ 2. _____	\$ _____ \$ _____	_____ _____	\$ _____ \$ _____
Catégorie « Technicien / dessinateur »	\$ _____	_____	\$ _____
Catégorie « Personnel d'atelier »	\$ _____	_____	\$ _____

---

TOTAL ESTIMATIF DE LA MAIN-D'OEUVRE : \_\_\_\_\_ \$

*Les soumissionnaires doivent remplir les zones A2. à A4. ci-après si leurs taux indiqués en A1. ci-dessus ne comprennent pas les éléments suivants.*

A2. MATÉRIAUX ET FOURNITURES : au prix de revient effectif avec **majoration<sup>2</sup>** de \_\_\_\_\_ %

Description	Prix
_____	_____
_____	_____
_____	_____

TOTAL ESTIMATIF DES MATÉRIAUX ET FOURNITURES : \_\_\_\_\_ \$

A3. CONTRATS DE SOUS-TRAITANCE (EXCEPTÉ LES RESSOURCES PROPOSÉES À LA SECTION A1, MAIN D'OEUVRE) : au prix de revient effectif sans majoration

On doit justifier les prix des sous-traitants proposés en donnant les mêmes détails que ceux qui sont exigés pour les prix du soumissionnaire. Le prix estimatif des contrats de sous-traitance devrait comprendre tous les frais directs et toutes les dépenses de voyages et de subsistance qui seraient portés au compte du sous-traitant.

TOTAL ESTIMATIF DES CONTRATS DE SOUS-TRAITANCE : \_\_\_\_\_ \$

A4. FRAIS DE DÉPLACEMENT ET DE SUBSISTANCE : en conformité avec la Section 7.1(v) du Contrat.  
Les détails doivent être fournis.

TOTAL ESTIMATIF DES FRAIS DE DÉPLACEMENT ET DE SUBSISTANCE : \_\_\_\_\_ \$

**Coût estimatif, limitation des dépenses - \_\_\_\_\_ \$**  
**Pour la portion ferme des travaux : (Taxes applicables en sus)**

---

---

<sup>2</sup> Majoration : Montant ajouté au prix de revient dans la détermination du prix de vente pour couvrir les frais généraux et le profit.

**Partie B - Pour la portion des travaux réalisés sur demande au moyen d'une Autorisation de tâches (Section 3.2 de l'Énoncé des travaux à l'Annexe A) :**

**B1. MAIN-D'OEUVRE :** taux fermes tout compris, taxes applicables en sus, FAB destination (pour les biens), comme suit :

**LE SOUSMISSIONNAIRE DOIT INDiquer UN TAUX POUR CHAQUE RESSOURCE PROPOSÉE, POUR CHAQUE PÉRIODE.**

Si la ressource travaille pour un sous-traitant, le soumissionnaire doit aussi indiquer le nom du sous-traitant.

N.B. Les taux fermes tout compris soumis ci-dessous doivent inclure les machines et la main-d'œuvre ainsi que le profit, les frais d'administration, les bénéfices marginaux et les autres frais prévus et non prévus.

RESSOURCES PROPOSÉES	Taux horaires fermes				
	période du contrat				période optionnelle
	Date d'octroi jusqu'au 2016-03-31	Du 2016-04-01 au 2017-03-31	Du 2017-04-01 au 2018-03-31	Du 2018-04-01 au 2019-03-31	Du 2019-04-01 au 2020-03-31
Gestionnaire de projets 3. _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____
Catégorie « Ressource principale en conception et fabrication de systèmes de protection balistique stratifiés renforcés de fibres. » 5. _____ 6. _____	\$ _____ \$ _____	\$ _____ \$ _____	\$ _____ \$ _____	\$ _____ \$ _____	\$ _____ \$ _____
Catégorie « Ressource principale en systèmes de protection balistique de haut rendement. » 5. _____ 6. _____	\$ _____ \$ _____	\$ _____ \$ _____	\$ _____ \$ _____	\$ _____ \$ _____	\$ _____ \$ _____
Catégorie « Ressource principale en conception et fabrication de systèmes de protection balistique à base de céramique. » 5. _____ 6. _____	\$ _____ \$ _____	\$ _____ \$ _____	\$ _____ \$ _____	\$ _____ \$ _____	\$ _____ \$ _____
Catégorie « Ressource principale en conception et fabrication de systèmes de protection balistique transparents. » 5. _____ 6. _____	\$ _____ \$ _____	\$ _____ \$ _____	\$ _____ \$ _____	\$ _____ \$ _____	\$ _____ \$ _____
Catégorie « Technicien / dessinateur »	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____

Solicitation No – N° de l'invitation  
W7701-155980/A  
Client Ref No. – N° de réf. du client  
W7701-15-5980

Amd. No. – N° de la modif.  
File No. – N° du dossier  
QCL-4-37341

Buyer ID – id de l'acheteur  
qcl 018

---

Catégorie « Personnel d'atelier »	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____	\$_____
-----------------------------------	---------	---------	---------	---------	---------

- B2. MATÉRIAUX ET FOURNITURES** : au prix de revient effectif avec **majoration de \_\_\_\_\_%**
- B4. FRAIS DE DÉPLACEMENT ET DE SUBSISTANCE** : en conformité avec la Section 7.1(v) du Contrat.
- B5. SOUS-TRAITANTS** (EXCEPTÉ LES RESSOURCES PROPOSÉES À LA SECTION A1, MAIN D'OEUVRE) : au prix de revient effectif sans majoration

---

## PIÈCE JOINTE 4

### PROGRAMME DE CONTRATS FÉDÉRAUX POUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI – ATTESTATION

Je, soumissionnaire, en présentant les renseignements suivants à l'autorité contractante, atteste que les renseignements fournis sont exacts à la date indiquée ci-dessous. Les attestations fournies au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment. Je comprends que le Canada déclarera une soumission non recevable, ou un entrepreneur en situation de manquement, si une attestation est jugée fausse, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions, ou pendant la durée du contrat. Le Canada aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations d'un soumissionnaire. À défaut de répondre à toute demande ou exigence imposée par le Canada, la soumission peut être déclarée non recevable ou constituer un manquement aux termes du contrat.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi, visitez le site Web [d'Emploi et Développement social Canada \(EDSC\) - Travail](#).

Date : \_\_\_\_\_ (AAAA/MM/JJ) [si aucune date n'est indiquée, la date de clôture de la demande de soumissions sera utilisée]

Compléter à la fois A et B.

A. Cochez seulement une des déclarations suivantes :

- ☐ A1. Le soumissionnaire atteste qu'il n'a aucun effectif au Canada.
- ☐ A2. Le soumissionnaire atteste qu'il est un employeur du secteur public.
- ☐ A3. Le soumissionnaire atteste qu'il est un [employeur sous réglementation fédérale](#), en vertu de la [Loi sur l'équité en matière d'emploi](#).
- ☐ A4. Le soumissionnaire atteste qu'il a un effectif combiné de moins de 100 employés au Canada (l'effectif combiné comprend les employés permanents à temps plein, les employés permanents à temps partiel et les employés temporaires [les employés temporaires comprennent seulement ceux qui ont travaillé pendant 12 semaines ou plus au cours d'une année civile et qui ne sont pas des étudiants à temps plein]).

A5. Le soumissionnaire a un effectif combiné de 100 employés ou plus au Canada; et

- ☐ A5.1. Le soumissionnaire atteste qu'il a conclu un [Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi](#) valide et en vigueur avec EDSC - Travail.

OU

- ☐ A5.2. Le soumissionnaire a présenté l'[Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi \(LAB1168\)](#) à EDSC - Travail. Comme il s'agit d'une condition à l'attribution d'un contrat, remplissez le formulaire intitulé Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi (LAB1168), signez-le en bonne et due forme et transmettez-le à EDSC - Travail.

B. Cochez seulement une des déclarations suivantes :

- ☐ B1. Le soumissionnaire n'est pas une coentreprise.



Solicitation No – N° de l'invitation  
W7701-155980/A  
Client Ref No. – N° de réf. du client  
W7701-15-5980

Amd. No. – N° de la modif.  
File No. – N° du dossier  
QCL-4-37341

Buyer ID – id de l'acheteur  
qcl 018

---

**OU**

- ( ) B2. Le soumissionnaire est une coentreprise et chaque membre de la coentreprise doit fournir à l'autorité contractante l'annexe Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation. (Consultez la section sur les coentreprises des instructions uniformisées.)



Government  
of Canada

Gouvernement  
du Canada

RECEIVED

OCT 28 2014

CISD

Contract Number / Numéro du contrat

W7701-155980

Security Classification / Classification de sécurité  
UNCLASSIFIED

SECURITY REQUIREMENTS CHECK LIST (SRCL)

LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ (LVERS)

PART A - CONTRACT INFORMATION / PARTIE A - INFORMATION CONTRACTUELLE

1. Originating Government Department or Organization / Ministère ou organisme gouvernemental d'origine Department of National Defence		2. Branch or Directorate / Direction générale ou Direction DRDC Valcartier Research Centre	
3. a) Subcontract Number / Numéro du contrat de sous-traitance		3. b) Name and Address of Subcontractor / Nom et adresse du sous-traitant	
4. Brief Description of Work / Brève description du travail Task Authorization Contract for services involving the selection, integration, and assembly of high performance materials to design and produce armor material test coupons and to prototype personal protective equipment.			
5. a) Will the supplier require access to Controlled Goods? Le fournisseur aura-t-il accès à des marchandises contrôlées?		<input type="checkbox"/> No / Non <input checked="" type="checkbox"/> Yes / Oui	
5. b) Will the supplier require access to unclassified military technical data subject to the provisions of the Technical Data Control Regulations? Le fournisseur aura-t-il accès à des données techniques militaires non classifiées qui sont assujetties aux dispositions du Règlement sur le contrôle des données techniques?		<input checked="" type="checkbox"/> No / Non <input type="checkbox"/> Yes / Oui	
6. Indicate the type of access required / Indiquer le type d'accès requis			
6. a) Will the supplier and its employees require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets? Le fournisseur ainsi que les employés auront-ils accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS?		<input type="checkbox"/> No / Non <input checked="" type="checkbox"/> Yes / Oui	
(Préciser le niveau d'accès en utilisant le tableau qui se trouve à la question 7. c)			
6. b) Will the supplier and its employees (e.g. cleaners, maintenance personnel) require access to restricted access areas? No access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets is permitted. Le fournisseur et ses employés (p. ex. nettoyeurs, personnel d'entretien) auront-ils accès à des zones d'accès restreintes? L'accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS n'est pas autorisé.		<input checked="" type="checkbox"/> No / Non <input type="checkbox"/> Yes / Oui	
6. c) Is this a commercial courier or delivery requirement with no overnight storage? S'agit-il d'un contrat de messagerie ou de livraison commerciale sans entreposage de nuit?		<input checked="" type="checkbox"/> No / Non <input type="checkbox"/> Yes / Oui	
7. a) Indicate the type of Information that the supplier will be required to access / Indiquer le type d'information auquel le fournisseur devra avoir accès			
Canada <input checked="" type="checkbox"/>		NATO / OTAN <input type="checkbox"/>	
		Foreign / Étranger <input checked="" type="checkbox"/>	
7. b) Release restrictions / Restrictions relatives à la diffusion			
No release restrictions Aucune restriction relative à la diffusion <input checked="" type="checkbox"/>		All NATO countries Tous les pays de l'OTAN <input type="checkbox"/>	
Not releasable À ne pas diffuser <input type="checkbox"/>			
Restricted to: / Limité à: <input checked="" type="checkbox"/>		Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>	
Specify country(ies): / Préciser le(s) pays: AS CA NZ UK US and permanent residents of Canada		Specify country(ies): / Préciser le(s) pays: AS CA NZ UK US and permanent residents of Canada	
7. c) Level of Information / Niveau d'information			
PROTECTED A PROTÉGÉ A <input checked="" type="checkbox"/>		NATO UNCLASSIFIED <input type="checkbox"/>	
PROTECTED B PROTÉGÉ B <input checked="" type="checkbox"/>		NATO NON CLASSIFIÉ <input type="checkbox"/>	
PROTECTED C PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>		NATO RESTRICTED <input type="checkbox"/>	
CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL <input checked="" type="checkbox"/>		NATO DIFFUSION RESTREINTE <input type="checkbox"/>	
SECRET SECRET <input checked="" type="checkbox"/>		NATO CONFIDENTIAL <input type="checkbox"/>	
TOP SECRET <input type="checkbox"/>		NATO CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	
TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>		NATO SECRET <input type="checkbox"/>	
TOP SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>		NATO SECRET <input type="checkbox"/>	
TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>		COSMIC TOP SECRET <input type="checkbox"/>	
		COSMIC TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>	
		PROTECTED A <input checked="" type="checkbox"/>	
		PROTÉGÉ A <input checked="" type="checkbox"/>	
		PROTECTED B <input checked="" type="checkbox"/>	
		PROTÉGÉ B <input checked="" type="checkbox"/>	
		PROTECTED C <input type="checkbox"/>	
		PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>	
		CONFIDENTIAL <input checked="" type="checkbox"/>	
		CONFIDENTIEL <input checked="" type="checkbox"/>	
		SECRET <input checked="" type="checkbox"/>	
		SECRET <input checked="" type="checkbox"/>	
		TOP SECRET <input type="checkbox"/>	
		TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>	
		TOP SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>	
		TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>	





Government of Canada  
Gouvernement du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

W7701-155980

Security Classification / Classification de sécurité  
UNCLASSIFIED

**PART A (continued) / PARTIE A (suite)**

8. Will the supplier require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED COMSEC information or assets?  
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens COMSEC désignés PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☒ No ☐ Yes  
Non Oui

If Yes, Indicate the level of sensitivity:

Dans l'affirmative, indiquer le niveau de sensibilité :

9. Will the supplier require access to extremely sensitive INFOSEC information or assets?  
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens INFOSEC de nature extrêmement délicate? ☒ No ☐ Yes  
Non Oui

Short Title(s) of material / Titre(s) abrégé(s) du matériel :

Document Number / Numéro du document :

**PART B - PERSONNEL (SUPPLIER) / PARTIE B - PERSONNEL (FOURNISSEUR)**

10. a) Personnel security screening level required / Niveau de contrôle de la sécurité du personnel requis

- |   |   |  |  |
|---|---|--|--|
| <input checked="" type="checkbox"/> RELIABILITY STATUS<br>COTE DE FIABILITÉ | <input type="checkbox"/> CONFIDENTIAL<br>CONFIDENTIEL           | <input checked="" type="checkbox"/> SECRET<br>SECRET | <input type="checkbox"/> TOP SECRET<br>TRÈS SECRET               |
| <input type="checkbox"/> TOP SECRET - SIGINT<br>TRÈS SECRET - SIGINT        | <input type="checkbox"/> NATO CONFIDENTIAL<br>NATO CONFIDENTIEL | <input type="checkbox"/> NATO SECRET<br>NATO SECRET  | <input type="checkbox"/> COSMIC TOP SECRET<br>COSMIC TRÈS SECRET |
| <input type="checkbox"/> SITE ACCESS<br>ACCÈS AUX EMPLACEMENTS              |   |  |  |

Special comments:

Commentaires spéciaux : SECRET clearance required for project engineer(s). Reliability Status as a minimum for all other personnel.

NOTE: If multiple levels of screening are identified, a Security Classification Guide must be provided.

REMARQUE : Si plusieurs niveaux de contrôle de sécurité sont requis, un guide de classification de la sécurité doit être fourni.

10. b) May unscreened personnel be used for portions of the work?  
Du personnel sans autorisation sécuritaire peut-il se voir confier des parties du travail? ☐ No ☒ Yes  
Non Oui  
If Yes, will unscreened personnel be escorted?  
Dans l'affirmative, le personnel en question sera-t-il escorté? ☐ No ☒ Yes  
Non Oui

**PART C - SAFEGUARDS (SUPPLIER) / PARTIE C - MESURES DE PROTECTION (FOURNISSEUR)**

**INFORMATION / ASSETS / RENSEIGNEMENTS / BIENS**

11. a) Will the supplier be required to receive and store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets on its site or premises?  
Le fournisseur sera-t-il tenu de recevoir et d'entreposer sur place des renseignements ou des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☐ No ☒ Yes  
Non Oui

11. b) Will the supplier be required to safeguard COMSEC Information or assets?  
Le fournisseur sera-t-il tenu de protéger des renseignements ou des biens COMSEC? ☒ No ☐ Yes  
Non Oui

**PRODUCTION**

11. c) Will the production (manufacture, and/or repair and/or modification) of PROTECTED and/or CLASSIFIED material or equipment occur at the supplier's site or premises?  
Les installations du fournisseur serviront-elles à la production (fabrication et/ou réparation et/ou modification) de matériel PROTÉGÉ et/ou CLASSIFIÉ? ☐ No ☒ Yes  
Non Oui

**INFORMATION TECHNOLOGY (IT) MEDIA / SUPPORT RELATIF À LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION (TI)**

11. d) Will the supplier be required to use its IT systems to electronically process, produce or store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or data?  
Le fournisseur sera-t-il tenu d'utiliser ses propres systèmes informatiques pour traiter, produire ou stocker électroniquement des renseignements ou des données PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☐ No ☒ Yes  
Non Oui

11. e) Will there be an electronic link between the supplier's IT systems and the government department or agency?  
Disposera-t-on d'un lien électronique entre le système informatique du fournisseur et celui du ministère ou de l'agence gouvernementale? ☒ No ☐ Yes  
Non Oui



**PART C - (continued) / PARTIE C - (suite)**

For users completing the form manually use the summary chart below to indicate the category(ies) and level(s) of safeguarding required at the supplier's site(s) or premises.

Les utilisateurs qui remplissent le formulaire manuellement doivent utiliser le tableau récapitulatif ci-dessous pour indiquer, pour chaque catégorie, les niveaux de sauvegarde requis aux installations du fournisseur.

For users completing the form online (via the Internet), the summary chart is automatically populated by your responses to previous questions.

Dans le cas des utilisateurs qui remplissent le formulaire en ligne (par Internet), les réponses aux questions précédentes sont automatiquement saisies dans le tableau récapitulatif.

**SUMMARY CHART / TABLEAU RÉCAPITULATIF**

Category Catégorie	PROTECTED PROTÉGÉ			CLASSIFIED CLASSIFIÉ			NATO				COMSEC					
	A	B	C	CONFIDENTIAL  CONFIDENTIEL	SECRET	TOP SECRET  TRÈS SECRET	NATO RESTRICTED  NATO DIFFUSION RESTREINTE	NATO CONFIDENTIAL  NATO CONFIDENTIEL	NATO SECRET	COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET	PROTECTED PROTÉGÉ			CONFIDENTIAL	SECRET	TOP SECRET  TRÈS SECRET
											A	B	C			
Information / Assets Renseignements / Biens	✓															
Production	✓															
IT Media / Support TI	✓															
IT Link / Lien Électronique																

12. a) Is the description of the work contained within this SRCL PROTECTED and/or CLASSIFIED?  
La description du travail visé par la présente LVERS est-elle de nature PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No ☐ Yes  
Non Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification".

Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire.

12. b) Will the documentation attached to this SRCL be PROTECTED and/or CLASSIFIED?  
La documentation associée à la présente LVERS sera-t-elle PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No ☐ Yes  
Non Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification" and indicate with attachments (e.g. SECRET with Attachments).

Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire et indiquez qu'il y a des pièces jointes (p. ex. SECRET avec des pièces jointes).

# Security Requirement Checklist (SRCL) Supplemental Security Guide

W7701-155980

Part A - Multiple Release Restrictions: Security Guide							
To be completed in addition to SRCL question 7.b) when release restrictions are therein identified. Indicate to which levels of information release restrictions apply. Make note in the chart if a level of information bears multiple restrictions (e.g. a portion of the SECRET information bears the caveat Canadian Eyes Only while the remainder of the SECRET information has no release restrictions.)							
<b>Canadian Information</b>							
Citizenship Restriction	PROTECTED			CLASSIFIED			
	A	B	C	CONFIDENTIAL	SECRET	TOP SECRET	TOP SECRET (SIGINT)
No Release Restrictions	X	X					
Not Releasable							
Restricted to: CEO							
Restricted to: AS CA NZ UK US				X	X		
Restricted to: CA UK				X	X		
Restricted to: CA US				X	X		
Restricted to: CA AS				X	X		
Permanent Residents Included*				X	X		
<b>NATO Information</b>							
Citizenship Restriction	NATO UNCLASSIFIED		NATO RESTRICTED	NATO CONFIDENTIAL	NATO SECRET	COSMIC TOP SECRET	
All NATO Countries							
Restricted to:							
Permanent Residents Included*							
<b>Foreign Information</b>							
Citizenship Restriction	PROTECTED			CLASSIFIED			
	A	B	C	CONFIDENTIAL	SECRET	TOP SECRET	TOP SECRET (SIGINT)
No Release Restrictions	X	X					
Restricted to: AS CA NZ UK US				X	X		
Restricted to: CA UK				X	X		
Restricted to: CA US				X	X		
Restricted to: CA AS				X	X		
Permanent Residents Included*				X	X		
<b>COMSEC Information</b>							
Citizenship Restriction	PROTECTED			CLASSIFIED			
	A	B	C	CONFIDENTIAL	SECRET	TOP SECRET	TOP SECRET (SIGINT)
Not Releasable							
Restricted to:							
<b>DND ONLY Embedded Contractor (Access to Controlled Goods)</b>							

## Security Requirement Checklist (SRCL) Supplemental Security Guide

W7701-155980

Restriction		
SECRET clearance with CEO applies		

\*When release restrictions are indicated, specify if permanent residents are allowed to be included.

# Security Requirement Checklist (SRCL) Supplemental Security Guide

W7701-155980

<b>Part B - Multiple Levels of Personnel Screening: Security Classification Guide</b> To be completed in addition to SRCL question 10.a) when multiple levels of personnel screening are therein identified. Indicate which personnel screening levels are required for which portions of the work/access involved in the contract.			
Level of Personnel Clearance (e.g. Reliability, Secret)	Position / Description/Task	Access to sites and/or information. Levels of Information to be accessed.	Citizenship Restriction (if any)
SECRET	Engineer	Access Controlled Goods, read documents up to SECRET, participate in meetings up to SECRET	Canadian and permanent residents of Canada
ENHANCED RELIABILITY	Technician / Shop Floor Staff	Access Controlled Goods and information up to PROTECTED B (Commercial in Confidence and DND Intellectual Property)	Canadian and permanent residents of Canada
ENHANCED RELIABILITY	Project Manager	Access Controlled Goods and information up to PROTECTED B (Commercial in Confidence and DND Intellectual Property)	Canadian and permanent residents of Canada

Part C – Safeguards / Information Technology (IT) Media – 11d = yes
IT security requirements must be specified in a separate technical document and submitted with the SRCL

## OTHER SECURITY INSTRUCTIONS

Insert instructions



**TASK AUTHORIZATION  
AUTORISATION DES TÂCHES**

All invoices/progress claims must show the reference Contract and Task numbers. Toutes les factures doivent indiquer les numéros du contrat et de la tâche.		Contract no. – N° du contrat  Task no. – N° de la tâche
Amendment no. – N° de la modification	Increase/Decrease – Augmentation/Réduction	Previous value – Valeur précédente
To – À	<b>TO THE CONTRACTOR</b> You are requested to supply the following services in accordance with the terms of the above reference contract. Only services included in the contract shall be supplied against this task.  Please advise the undersigned if the completion date cannot be met. Invoices/progress claims shall be prepared in accordance with the instructions set out in the contract.	
Delivery location – Expédiez à	<b>À L'ENTREPRENEUR</b> Vous êtes prié de fournir les services suivants en conformité des termes du contrat mentionné ci-dessus. Seuls les services mentionnés dans le contrat doivent être fournis à l'appui de cette demande.  Prière d'aviser le signataire si la livraison ne peut se faire dans les délais prescrits. Les factures doivent être établies selon les instructions énoncées dans le contrat.	
Delivery/Completion date – Date de livraison/d'achèvement	<div style="display: flex; justify-content: space-between;"> <div>_____</div> <div>_____</div> </div> <div style="display: flex; justify-content: space-between; font-size: small;"> <div>Date</div> <div>for the Department of National Defence pour le ministère de la Défense nationale</div> </div>	
Contract item no. N° d'article du contrat	Services	Cost Prix
	<b>GST/HST TPS/TVH</b>	
	<b>Total</b>	
<p><b>APPLICABLE ONLY TO PWGSC CONTRACTS:</b> The Contract Authority signature is required when the total value of the DND 626 exceeds the threshold specified in the contract.</p> <p><b>NE S'APPLIQUE QU'AUX CONTRATS DE TPSGC :</b> La signature de l'autorité contractante est requise lorsque la valeur totale du formulaire DND 626 est supérieure au seuil précisé dans le contrat.</p> <div style="border-top: 1px solid black; margin-top: 20px; display: flex; justify-content: space-between;"> <div style="width: 40%;">             _____              for the Department of Public Works and Government Services              pour le ministère des Travaux publics et services gouvernementaux           </div> <div style="width: 60%;"></div> </div>		



## Instructions for completing DND 626 - Task Authorization

### Contract no.

Enter the PWGSC contract number in full.

### Task no.

Enter the sequential Task number.

### Amendment no.

Enter the amendment number when the original Task is amended to change the scope or the value.

### Increase/Decrease

Enter the increase or decrease total dollar amount including taxes.

### Previous value

Enter the previous total dollar amount including taxes.

### To

Name of the contractor.

### Delivery location

Location where the work will be completed, if other than the contractor's location.

### Delivery/Completion date

Completion date for the task.

### for the Department of National Defence

Signature of the DND person who has delegated **Authority** for signing DND 626 (level of authority based on the dollar value of the task and the equivalent signing authority in the PAM 1.4). **Note:** the person signing in this block ensures that the work is within the scope of the contract, that sufficient funds remain in the contract to cover this task and that the task is affordable within the Project/Unit budget.

### Services

Define the requirement briefly (attach the SOW) and identify the cost of the task using the contractor's quote on the level of effort. The Task must use the basis of payment stipulated in the contract. If there are several basis of payment then list here the one(s) that will apply to the task quote (e.g. milestone payments; per diem rates/labour category hourly rates; travel and living rates; firm price/ceiling price, etc.). All the terms and conditions of the contract apply to this Task Authorization and cannot be ignored or amended for this task. Therefore it is not necessary to restate these general contract terms and conditions on the DND 626 Task form.

### Cost

The cost of the Task broken out into the individual costed items in **Services**.

### GST/HST

The GST/HST cost as appropriate.

### Total

The total cost of the task. The contractor may not exceed this amount without the approval of DND indicated on an amended DND 626. The amendment value may not exceed 50% (or the percentage for amendments established in the contract) of the original value of the task authorization. The total cost of a DND 626, including all amendments, may not exceed the funding limit identified in the contract.

### Applicable only to PWGSC contracts

This block only applies to those Task Authorization contracts awarded by PWGSC. The contract will include a specified threshold for DND sole approval of the DND 626 and a percentage for DND to approve amendments to the original DND 626. Tasks that will exceed these thresholds must be passed to the PWGSC Contracting Authority for review and signature prior to authorizing the contractor to begin work.

### Note:

Work on the task may not commence prior to the date this form is signed by the DA Authority - for tasks within the DND threshold; and by both DND and PWGSC for those tasks over the DND threshold.

## Instructions pour compléter le formulaire DND 626 - Autorisation des tâches

### N° du contrat

Inscrivez le numéro du contrat de TPSGC en entier.

### N° de la tâche

Inscrivez le numéro de tâche séquentiel.

### N° de la modification

Inscrivez le numéro de modification lorsque la tâche originale est modifiée pour en changer la portée.

### Augmentation/Réduction

Inscrivez le montant total de l'augmentation ou de la diminution, y compris les taxes.

### Valeur précédente

Inscrivez le montant total précédent, y compris les taxes.

### À

Nom de l'entrepreneur.

### Expédiez à

Endroit où le travail sera effectué, si celui-ci diffère du lieu d'affaires de l'entrepreneur.

### Date de livraison/d'achèvement

Date d'achèvement de la tâche.

### pour le ministère de la Défense nationale

Signature du représentant du MDN auquel on a délégué le **pouvoir d'approbation** en ce qui a trait à la signature du formulaire DND 626 (niveau d'autorité basé sur la valeur de la tâche et le signataire autorisé équivalent mentionné dans le MAA 1.4). **Nota :** la personne qui signe cette attache de signature confirme que les travaux respectent la portée du contrat, que suffisamment de fonds sont prévus au contrat pour couvrir cette tâche et que le budget alloué à l'unité ou pour le projet le permet.

### Services

Définissez brièvement le besoin (joignez l'ET) et établissez le coût de la tâche à l'aide de la soumission de l'entrepreneur selon le niveau de difficulté de celle-ci. Les modalités de paiement stipulées dans le contrat s'appliquent à la tâche. Si plusieurs d'entre elles sont prévues, énumérez ici celle/celles qui s'appliquera/ront à la soumission pour la tâche à accomplir (p.ex. acompte fondé sur les étapes franchies; taux quotidien ou taux horaire établi selon la catégorie de main-d'œuvre; frais de déplacement et de séjour; prix fixe ou prix plafond; etc.). Toutes les modalités du contrat s'appliquent à cette autorisation de tâche et ne peuvent être négligées ou modifiées quant à la tâche en question. Il n'est donc pas nécessaire de répéter ces modalités générales afférentes au contrat sur le formulaire DND 626.

### Prix

Mentionnez le coût de la tâche en le répartissant selon les frais afférents à chaque item mentionné dans la rubrique **Services**.

### TPS/TVH

Mentionnez le montant de la TPS/TVH, s'il y a lieu.

### Total

Mentionnez le coût total de la tâche. L'entrepreneur ne peut dépasser ce montant sans l'approbation du MDN, formulaire DND 626 modifié à l'appui. Le coût de la modification ne peut pas être supérieur à 50 p. 100 du montant initial prévu dans l'autorisation de tâche (ou au pourcentage prévu dans le contrat pour les modifications). Le coût total spécifié dans le formulaire DND 626, y compris toutes les modifications, ne peut dépasser le plafond de financement mentionné dans le contrat.

### Ne s'applique qu'aux contrats de TPSGC

Le présent paragraphe s'applique uniquement aux autorisations de tâche accordées par TPSGC. On inscrira dans le formulaire DND 626 un plafond précis qui ne pourra être approuvé que par le MDN et un pourcentage selon lequel le MDN pourra approuver des modifications au formulaire DND 626 original. Les tâches dont le coût dépasse ces plafonds doivent être soumises à l'autorité contractante de TPSGC pour examen et signature avant qu'on autorise l'entrepreneur à débiter les travaux.

### Nota :

Les travaux ne peuvent commencer avant la date de signature de ce formulaire par le responsable du MDN, pour les tâches dont le coût est inférieur au plafond établi par le MDN, et par le MDN et TPSGC pour les tâches dont le coût dépasse le plafond établi par le MDN.